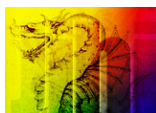


JOURNAL OF INTERDISCIPLINARY HISTORY OF IDEAS



2023

Volume 12 Issue 23

Item 12

– Section 3: Notes –

Traductions et reconstructions historiques à
l'épreuve du temps : un regard sur le

Royaume de Naples

Une discussion avec André Tiran

par

Giovanni Muto, Simona Pisanelli, André Tiran



JJHI 2023

Volume 12 Issue 23

Special Issue / Numero spécial:

Savoirs d'État et sciences de gouvernement à la lumière des Dictionnaires et des Encyclopédies francophones de la fin du XVIII^e siècle

1. *Introduction* (F. Quastana)
2. *Penser l'État dans le Dictionnaire de Trévoux: une alternative catholique à la légitimité bureaucratique* (P. Bonin)
3. *Droit, politique et législation dans le Dictionnaire des «savoirs d'État» de Robinet* (F. Quastana)
4. *Constitution et Lois fondamentales dans le Dictionnaire Universel de Jean-Baptiste Robinet* (J. Sausse)
5. *Pouvoir judiciaire et lois de l'interprétation selon le Code de l'humanité* (L. Delia)
6. *La physiocratie dans les dictionnaires du XVIII^e siècle. Des savoirs d'État à la volonté du Peuple* (M. Albertone)
7. *Le gouvernement des pauvres et l'encyclopédisme au XVIII^e siècle* (A. Skornicki)
8. *La police du XVIII^e siècle au miroir du Dictionnaire (1786-1789) de Des Essarts* (J. Broch)
9. *La géographie, instrument de maîtrise de l'espace* (C. Brusch)
10. *Le royaume de Piémont-Sardaigne dans les dictionnaires et les encyclopédies en langue française du XVIII^e siècle* (É. Gasparini)
11. *La question de la tolérance civile dans les Encyclopédies du XVIII^e siècle* (C. Cwikowski)

Section 2: Notes

12. *Traductions et reconstructions historiques à l'épreuve du temps: un regard sur le Royaume de Naples. Une discussion avec André Tiran* (S. Pisanelli, G. Muto, A. Tiran)
 13. *Sur l'influence en histoire des idées* (T. Carvalho)
 14. *Where Is Institutional History Heading? A Survey of Recent Literature (2018-2023)* (L. Coccoli)
 15. *Book Reviews* (C. García-Minguillán, E. Pasini, F.T. Scaiola)
-

Traductions et reconstructions historiques à l'épreuve du temps : un regard sur le Royaume de Naples

Une discussion avec André Tiran

Giovanni Muto, Simona Pisanelli, André Tiran *

*In 2020 André Tiran edited the translation of the *Bref traité sur la richesse des royaumes* précédé des 1^{er} et 2^e discours sur le change by Marc'Antonio de Santis (1605) and published the volume *Le Royaume de Naples (1580-1620). Économie, Monnaie et Finance à l'époque d'Antonio Serra*, for *Classiques Garnier* (2020). We present here the dialogue between André Tiran, Simona Pisanelli (both historians of economic thought) and Giovanni Muto (historian of the modern epoch and specialist in the history of the Mezzogiorno), which took place at the University of Turin on 4 October 2021. The authors emphasise the importance of an interdisciplinary approach, both for the faithful translation of classical texts, which must overcome the obstacle made by a vocabulary that has changed, and for the reconstruction of the economic and financial system of the Kingdom of Naples. The three specialists also consider it essential to include the cultural, political, and social dimension in studies of economic issues.*



* Università di Napoli "Federico II" (giovanni.muto@unina.it); Università del Salento (simona.pisanelli@unisalento.it); Laboratoire Triangle, Université Lyon2 (andre.tiran@univ-lyon2.fr).

Simona Pisanelli

Le projet d'édition d'André Tiran

En 2020, André Tiran a réalisé un impressionnant projet d'édition consistant en deux volumes majeurs publiés par les Classiques Garnier. Tiran est l'éditeur de la traduction, de l'italien, du *Bref Traité sur la richesse des royaumes* d'Antonio Serra, précédé de *1^{er} et 2^e discours sur le changement* de Marc'Antonio De Santis (1605) et l'auteur du volume *Le Royaume de Naples (1580-1620). Économie, monnaie et finance à l'époque d'Antonio Serra*. Selon l'avertissement de l'auteur, « les deux volumes (...) sont (...) d'une certaine façon indissociables » (Tiran 2020b, 9).

1. La traduction du Bref traité d'Antonio Serra

1.1. La méthode de travail adoptée

La traduction du *Bref traité* de Serra (et des deux *Discours* de De Santis) s'inscrit dans une longue tradition méthodologique, lancée en France en 1997 sous l'impulsion de Jean-Michel Servet qui travaillait alors à une nouvelle traduction française de *La Richesse des Nations* de Smith (Jaudel-Servet 2002). À cette occasion, la traduction de l'œuvre de Smith a impliqué un groupe de linguistes et d'économistes, dont le travail comprenait une lecture partagée (à voix haute) du texte anglais et français. Cela a permis au groupe de travail non seulement de vérifier la qualité de la traduction au fur et à mesure de son avancement, mais surtout de discuter des choix interprétatifs.

Le succès de cette expérience, qui avait également impliqué – entre autres – André Tiran, a incité ce dernier à initier – avec la collaboration d'Anne Machet – de multiples « chantiers de traduction de textes monétaires » d'auteurs italiens : Ferdinando Galiani, Pietro Verri, Bernardo Davanzati¹ et, enfin, Marc'Aurelio

¹ Les œuvres traduites sont : *Della Moneta* de Ferdinando Galiani, *Meditazioni sulla Economia Politica* de Pietro Verri, *Lezione delle Monete* de Bernardo Davanzati.

De Santis et Antonio Serra (Tiran 2020a, 11). Dans ce dernier cas, Tiran a édité l'édition critique et Anne Machet a coordonné les traductions de De Santis et Serra, réalisées respectivement par Elisa Rossi Danelzik et Anna Paola Pioggi¹.

Rappeler les noms de chaque membre de l'équipe n'est pas une simple reconnaissance du mérite individuel (ce qui va de soi), mais est utile précisément pour mettre en évidence le fait que de telles entreprises culturelles et éditoriales requièrent des compétences multiples et des comparaisons étroites entre les spécialistes impliqués. Ceci est particulièrement vrai si l'on part de l'idée que « traduire, c'est déjà interpréter » (Ricoeur 1998, 336). Le traducteur doit être capable « d'élaborer sa propre interprétation sans trahir les théories et réflexions véhiculées » (Tiran 2020a, 16). Ce n'est pas une tâche facile, surtout lorsque le texte à traduire appartient à une époque révolue, comme dans le cas de De Santis et Serra. La structure linguistique est notoirement variable : l'orthographe, la grammaire et la signification de certains termes changent, surtout s'il s'agit d'une langue spécialisée. C'est exactement le cas des textes traduits ici au profit de lecteurs vivant dans un contexte (lui aussi profondément modifié) que les auteurs en question non seulement n'auraient pas pu connaître, mais – étant donné leur situation historique spécifique – auraient difficilement pu concevoir. La collaboration étroite et continue entre le traducteur et l'expert en histoire de la pensée économique mise en place pour éditer l'édition française de ces textes représente un exemple vertueux (prudent et scientifiquement contrôlé) de dépassement des barrières disciplinaires qui entravent parfois la compréhension de phénomènes très complexes sur le plan historique et théorique.

Dans ce cas, il ne s'agissait pas seulement de reconstruire les changements que la structure commerciale et les relations mercantiles internes et étrangères du Royaume de Naples subissaient dans les années où Serra et De Santis écrivaient, mais aussi de maîtriser le langage spécifique de l'économie de cette période historique, les catégories utilisées et les contextes scientifiques sous-jacents. Il n'est peut-être pas superflu de rappeler que même pour le lecteur italien d'aujourd'hui, le déchiffrement de cette terminologie est plus difficile qu'il n'y

¹ Le volume s'ouvre sur une *Présentation* signée par Anne Machet et André Tiran. Ce dernier est l'auteur de l'*Introduction*. Le volume comprend également un essai conclusif de Rosario Patalano, intitulé *Un modèle économique pour la Contre-Réforme*. Giovanni Botero et Antonio Serra.

paraît à première vue. Cela devient encore plus problématique – aussi étrange que cela puisse paraître – pour le spécialiste qui dispose d’un appareil conceptuel, d’une terminologie « technique » et d’un système de référence scientifique assez éloignés, à certains égards, de ceux des auteurs traités dans ces volumes.

En partant du texte original italien, le risque de stratification interprétative multiple – possible lorsqu’on se réfère à une traduction antérieure – conduisant à l’altération du sens original des textes a été considérablement réduit. De plus, en optant pour une édition bilingue, Tiran permet au lecteur spécialisé de vérifier immédiatement la qualité de la traduction et, éventuellement, d’imaginer des alternatives possibles.

Ceci est particulièrement important, car il n’est pas rare – en littérature – d’assister à des altérations sémantiques fortuits, mais souvent aussi délibérées, afin d’adapter les œuvres des autres à ses propres besoins interprétatifs, voire politiques. Un exemple emblématique est ce qui s’est passé avec les traductions des œuvres d’Adam Smith. Permettez-moi de faire une brève référence aux résultats de deux de mes recherches sur la traduction de ses deux œuvres les plus connues, afin d’explicitier le sens de ce que je viens d’énoncer.

En ce qui concerne la *Théorie des sentiments moraux*, Sophie de Grouchy a longtemps été considérée comme la « meilleure traductrice contemporaine » de Smith (Britton 2009, 72 ; Faccarello et Steiner 2002). En 1794, Sophie de Grouchy avait imprimé sa propre traduction, la proposant comme meilleure que les précédentes circulant en France. Smith lui-même avait été très déçu par celle de Marc-Antoine Eidous (1764), tandis que l’abbé Morellet avait émis de sévères critiques sur celle de l’abbé Blavet (1782) : « le pauvre Smith était trahi plutôt que traduit, suivant le proverbe italien, *traduttore traditore* » (Morellet 1821, 237 ; en italien dans le texte).

Pourtant, même dans la traduction de Grouchy, il y a des altérations considérables du sens par rapport au texte original de Smith. Il suffit de mentionner l’utilisation inappropriée par de Grouchy de l’expression smithienne *self-love* (malheureusement, encore souvent mal interprétée, comme synonyme d’égoïsme). Il est bien connu que Smith utilise le terme *self-love* pour indiquer la tendance naturelle d’un individu à prendre soin de lui-même, sans nécessairement impliquer un désir égoïste de nuire aux autres. De Grouchy, en revanche, traduit la même *self-love* alternativement par l’expression correcte « amour de soi » et par l’expression incorrecte « amour propre », qui correspond – au contraire – à

« égoïsme ». Puisque de Grouchy s’est inspiré de l’œuvre de Rousseau, qui avait déjà correctement clarifié le sens des deux expressions françaises dans son *Discours sur l’origine et les fondements de l’inégalité parmi les hommes*, il est évident que l’altération de sens qu’elle introduit dans le texte de Smith n’est pas une erreur neutre. C’est un travail préparatoire sur lequel Sophie de Grouchy fondera la critique qu’elle adressera à la *Théorie des sentiments moraux* dans ses *Lettres sur la sympathie* (1798) (Pisanelli 2022b, 582).

La *Richesse des nations* de Smith a également été traduite à plusieurs reprises et tout aussi mal interprétée. On sait qu’en 1790, un résumé de l’œuvre économique de Smith a été publié en français dans les tomes III et IV de la « *Bibliothèque de l’homme public, ou Analyse raisonnée des principaux ouvrages français et étrangers* ». Cette synthèse a été – à son tour – traduite en castillan par Martínez de Irujo sous le titre *Compendio de la Riqueza de las Naciones*. Nous nous trouvons donc devant un de ces cas où le danger d’erreurs de traduction résultant d’une stratification des interprétations, redoutée par Tiran, est très élevé. Dans ce cas précis, la déformation du sens de certains passages importants de l’œuvre de Smith a été dictée par des raisons politiques. L’auteur espagnol occupait d’importantes fonctions publiques et, à plusieurs reprises, il a ressenti le besoin d’éliminer ou d’atténuer les critiques sévères que Smith avait formulées à l’encontre du Royaume d’Espagne pour sa participation à la colonisation du Nouveau Monde et, surtout, pour son traitement cruel des esclaves (Pisanelli 2022a, 47-48).

1.2. 1.2 Pourquoi traduire De Santis et Serra en français ?

Comme nous l’avons déjà mentionné, la traduction des *Discours* de De Santis et du *Bref traité* de Serra s’inscrit dans le cadre d’un vaste programme à long terme visant à mettre d’importants textes italiens à la disposition des spécialistes francophones. On peut se demander si la traduction des œuvres en anglais n’aurait pas assuré une plus grande diffusion et circulation de ces œuvres. Les raisons de la décision de Tiran sont multiples et motivées par un profond esprit critique.

Dans l’*Introduction*, Tiran critique l’imposition de l’anglais comme seul idiome officiellement adoptable dans le monde scientifique pour assurer la plus large

diffusion des résultats de la recherche. Bien évidemment, il ne prétend pas attribuer ce rôle à la langue française, ni à aucune autre. De manière plus réaliste, il souhaiterait que toute « recherche » soit « réalisée », « publiée » et présentée lors de conférences internationales « dans la langue du chercheur » (Tiran 2020a, 41), quelle qu'elle soit. Un étranger qui, pour rendre les résultats de ses recherches compréhensibles par un public plus large, doit s'exprimer dans une autre langue que la sienne, aussi bien maîtrisée soit-elle, courra toujours le risque de réduire la complexité de ses recherches ou, dans le pire des cas, d'en banaliser les résultats. Cela semble particulièrement vrai dans le domaine des sciences sociales, car céder à l'utilisation d'une autre langue que la sienne signifierait aussi s'adapter à une autre façon d'élaborer et d'exposer sa pensée. Ce serait, selon Tiran, le prix à payer par les chercheurs qui ont la « volonté d'être publiés dans les revues les plus reconnues au niveau international » (Tiran 2020a, 41).

Dans le volume *Le Royaume de Naples (1580-1620). Économie, monnaie et finance à l'époque d'Antonio Serra*, Tiran renvoie à une autre question connexe :

Beaucoup d'économistes pensent que la seule forme d'écriture est l'article académique et même que c'est la seule forme d'expression scientifique. En réalité l'article académique est très souvent centré sur une question très étroite, avec une dimension technique assez poussée qui est un facteur d'appauvrissement. Il amène souvent à éliminer les questions difficiles, les incertitudes, les nuances voire la dimension paradoxale de certaines questions (Tiran 2020b, 7).

La question de la préférence pour le format « article scientifique » est d'actualité. Il est certainement vrai que, si le temps de réflexion et d'élaboration d'un article doit être suffisamment adéquat, il est plus court que celui requis pour une monographie. Cependant, ce n'est pas tant la perspective d'un « gain » de temps qui incite le chercheur à choisir l'un plutôt que l'autre, que le fait que – surtout pour certaines disciplines – les critères d'évaluation scientifique actuels imposent une préférence pour la publication d'articles dans des revues, éventuellement incluses dans la tranche supérieure du *journal ranking*. Ce sont les lieux où se déroule principalement le débat scientifique et qui permettent une circulation plus large et plus rapide des résultats de la recherche. Malheureusement, les aspirations légitimes des auteurs à publier dans des revues de haut niveau se heurtent souvent au mur de la proportion insuffisante entre le nombre très élevé de *submissions* d'articles et le petit nombre de revues de rang A. En

outre, même en cas de résultat positif du *peer review*, les délais d'attente sont parfois si longs que les résultats de la recherche scientifique risquent de devenir obsolètes avant d'être partagés avec la communauté scientifique pertinent.

Pour en revenir aux possibles implications négatives liées à l'imposition de l'anglais comme *lingua franca*, je voudrais attirer l'attention sur un autre aspect important qui concerne particulièrement les ouvrages d'histoire de la pensée économique. Il est fréquent de rencontrer de graves distorsions dues à l'utilisation sélective (encore une fois, pas naïve) de la médiation de la langue anglaise. Lorsque l'on étudie les orientations théoriques d'auteurs qui datent de plusieurs siècles avant les nôtres et qui n'ont pas écrit en anglais, on court le risque d'exprimer (ou de lire) des jugements et des condamnations sans fondement, provenant soit d'un manque de lecture de textes dont il n'existe pas d'édition anglaise, soit, comme nous l'avons déjà dit, d'une mauvaise traduction de textes non anglais. Le problème devient encore plus grave lorsque des lacunes dans les connaissances ou des erreurs d'interprétation sont transmises de génération en génération de chercheurs, avec le statut de vérités scientifiques.

Joseph Alois Schumpeter, qui, dans son *Histoire de l'analyse économique*, a fait preuve d'une remarquable capacité à traiter de thèmes et d'orientations scientifiques de différentes époques et d'auteurs qui n'écrivaient ni en anglais ni en allemand (sa langue maternelle), avait une forte conscience de cette question. Il a déploré que les théories de grands auteurs tels que Gustav von Schmoller (père de la jeune École historique allemande) et Arthur Spiethoff (grand théoricien du cycle économique) aient été victimes de jugements superficiels et hâtifs du fait que les ouvrages dans lesquels elles étaient exposées n'avaient pas été traduits en anglais.

Pour ne donner qu'un exemple, l'interprétation *mainstream* reprochait à Schmol-ler une attitude anti-théorique, résultant d'une approche inductive (typique des historiens) de préférence à l'approche déductive (typique des théoriciens). Il aurait suffi de lire le troisième chapitre du premier livre des *Principes d'économie politique* d'Alfred Marshall pour comprendre que la critique de Schmol-ler ne peut être partagée. Sur le plan épistémologique, Schmoller précise que « observation et description, définition et classification » (en un mot, la déduction) « sont les travaux préparatoires ». Cependant, le but ultime du chercheur est d'atteindre la connaissance de l'interdépendance des phénomènes économiques, puisque – comme Schmoller le dit ailleurs – la science est éminemment

déductive. Il s'ensuit que « induction et déduction sont toutes deux nécessaires à l'œuvre scientifique, comme le pied gauche et le pied droit sont tous deux nécessaires à la marche » (Marshall 1906 [1890], 120).

Plus significative encore est la référence de Schumpeter à la méconnaissance des travaux d'Arthur Spiethoff. Après la publication de son *Krisen* (1925), Schumpeter fait remarquer à D.H. Robertson que la vision de Spiethoff de la théorie du cycle économique est très proche de la sienne et qu'il gagnerait à lire le travail de son collègue. Robertson a exprimé à Schumpeter son « regret » de ne pas pouvoir développer cet aspect parce qu'il ne connaissait pas l'allemand. Le commentaire de Schumpeter est amer et exemplaire :

Je crois que ce n'est que dans l'*economics* qu'il peut advenir qu'un chercheur scientifique se déclare battu pour cette raison. Je ne le dis pas par reproche, mais parce que le cas illustre un état de fait très général et explique beaucoup de choses dans l'histoire de l'*economics* (Schumpeter 2006 [1954], 1094, note 12 ; *ma traduction*).

La barrière de la langue peut-elle justifier le manque d'intérêt des économistes pour l'École historique allemande ? Ou n'est-elle pas, peut-être, utilisée comme une excuse pour ne pas tenir compte d'une orientation scientifique opposée au *mainstream* ? Au cours des dernières décennies, la redécouverte de l'École historique a permis de réviser des évaluations erronées qui se sont stratifiées dans la littérature, mais nous sommes probablement encore loin d'une récupération complète de sa contribution.

2. Le Royaume de Naples (1580-1620) : la longue « introduction »

L'objectif du deuxième volume, *Le Royaume de Naples (1580-1620)*, est de reconstituer le « contexte économique monétaire et financier de l'époque du royaume de Naples au moment où les textes de Antonio Serra et Marc'Antonio De Santis ont été écrits » (Tiran 2020b, 7). Un objectif d'une telle envergure ne pouvait être poursuivi par une introduction, même longue, aux traductions. Pour cette raison, le choix de Tiran de donner à son œuvre « la dimension d'un livre » et, en même temps, « celle d'un dossier » semble certainement approprié.



L'approche méthodologique adoptée est conforme au modèle « classique » qui combine de manière équilibrée l'histoire économique (illustrant les transformations nombreuses et complexes qui ont affecté le Royaume de Naples) et l'histoire de la pensée économique (s'intéressant à l'évolution des théories économiques de l'époque, en choisissant de se concentrer sur Marc'Antonio De Santis et Antonio Serra). Tout au long de l'ouvrage, Tiran souligne l'importance d'aborder la réalité économique de l'époque comme une réalité historiquement déterminée, sans la déformer par l'utilisation de concepts introduits par la *science économique* seulement plusieurs siècles plus tard.

Pour utiliser une expression biblique, peut-être galvaudée mais toujours efficace, l'historien de la pensée économique dans ces volumes descend de la *turris eburnea* dans laquelle sont mis en place les « modèles analytiques de l'économie » (logiquement cohérents et inattaquables, mais souvent très éloignés de la réalité des faits qu'ils sont censés expliquer), pour toucher à la réalité historique dans laquelle se situent et se développent les réflexions théoriques de Serra et De Santis.

Le volume, enrichi d'une série de *Schémas des opérations de change d'après les ouvrages de Marc'Antonio de Santis et Antonio Serra* et d'un utile *Glossaire des unités de mesure et des termes*, se déroule en dix chapitres denses. En commençant par une reconstitution précise de ce que représentait l'Empire espagnol entre 1548 et 1621 et en terminant par la controverse entre Serra et De Santis, l'auteur fait franchir au lecteur de nombreuses étapes, en illustrant le rôle fondamental joué par le Royaume de Naples (une périphérie pas toujours en relation équilibrée avec le centre madrilène) et la République de Gênes (fournisseur d'énormes capitaux) dans le soutien financier de l'Empire espagnol ; la situation du commerce extérieur ; le coût excessif du système fiscal et l'utilisation des ressources des contribuables dans des activités peu productives et donc inutiles pour le développement de l'Italie méridionale ; le fonctionnement des pratiques monétaires alors en vigueur ; la nature de la dette publique ; la fonction des banques.

Pour une étude approfondie de cette multiplicité de sujets, je renvoie le lecteur au volume, en m'attardant brièvement – ici – sur quelques-uns d'entre eux.

La première est l'influence que la domination espagnole a exercée sur les stratégies fiscales et les politiques économiques du Royaume de Naples. Certes, ceux-ci obéissaient à des besoins endogènes (comme la mise en ordre du système fiscal, l'élimination des inefficacités structurelles qui le caractérisaient, la réduction du phénomène d'évasion fiscale, l'adaptation aux nouveaux besoins de production, etc.), mais ils seraient mal compris si l'on ne tenait pas compte de la forte pression exercée par Madrid pour tenter de faire face à l'énorme endettement de l'empire espagnol.

La reconstitution de la complexité et de la nature contradictoire des relations entre Naples et Madrid est certainement un élément de richesse du volume, qui en fait une source bibliographique utile pour des études même apparemment éloignées de son thème spécifique. Le problème de l'endettement à long terme de l'Empire espagnol affecte même les choix fiscaux des siècles qui suivent la période à laquelle se réfère le volume *Le Royaume de Naples (1580-1620)*. De cette situation, en effet, découle le rejet convaincu de la politique économique de dérivation physiocratique de l'impôt unique, sur laquelle les Lumières espagnoles postérieures (de la *Ilustración tardía*) ont encore réfléchi pendant une bonne partie du XIXe siècle.

Le deuxième aspect sur lequel je voudrais attirer l'attention est la condition de sous-développement de l'Italie méridionale et l'importance qu'a eue Antonio Serra pour tenter d'expliquer ce phénomène.

Schumpeter décrit le *Bref traité* de Serra comme « le premier traité scientifique, bien que non systématique, sur les principes et la politique économiques ». Il aurait identifié quatre facteurs capables d'alimenter l'abondance des énergies productives : les ressources naturelles, la qualité de la population, le développement de l'industrie et du commerce, et l'efficacité du gouvernement (Schumpeter 2006 [1954], 188).

En 2008, Erik S. Reinert a repris cet aspect de l'analyse d'Antonio Serra et lui a attribué le mérite de développer une théorie du développement économique inégal. Serra a observé que les abondantes ressources naturelles de la ville de Naples ne lui permettaient pas de surmonter la pauvreté dans laquelle elle s'enfonçait, tandis que la ville de Venise – bien que construite de façon précaire sur des terrains non améliorés – était au centre de l'économie mon-

diale. Selon Reinert, Serra voyait le facteur de développement de Venise dans le choix obligatoire de développer l'industrie, face à l'impossibilité de cultiver la terre. L'investissement dans l'industrie manufacturière permettait d'exploiter les rendements d'échelle à des coûts unitaires décroissants, même en l'absence d'innovations techniques. En revanche, cela était beaucoup plus compliqué à réaliser dans le secteur agricole (Reinert 2008, 7).

Antonio Serra aurait combiné la théorie des rendements croissants avec la théorie de la croissance de la productivité due à la division du travail, illustrant avant et mieux qu'Adam Smith comment cela fonctionne. L'auteur napolitain était convaincu que, pour estimer le niveau de richesse d'une ville, il suffisait de compter le nombre de spécialisations présentes dans celle-ci : « plus le nombre de professions est élevé, plus la ville est riche » (Reinert 2008, 95). En outre, l'abondance de professions dans un même domaine pourrait servir de moteur à la diffusion rapide des connaissances d'un domaine à l'autre (Reinert 2008, 95, 281).

Une fois atteinte la situation optimale dans le fonctionnement et la distribution des « énergies productives », qui permettaient au processus économique de fonctionner correctement dans son ensemble, la balance des paiements (si importante dans un certain mercantilisme) se serait autorégulée, ainsi comme les phénomènes monétaires se seraient ajustés automatiquement, sans nécessiter « aucune thérapie spécifique » (Schumpeter 2006 [1954], 188-189).

3. Conclusions

Pour conclure, parmi les mérites du projet éditorial de Tiran, je tiens à souligner à nouveau tout particulièrement que :

1 du point de vue de la recherche, les écrits de De Santis et de Serra sont une bonne occasion de ramener l'attention sur une réalité spécifique (le Royaume de Naples) à une époque spécifique (les quarante années entre les XVI^e et XVII^e siècles) qui a généralement été peu étudiée ;

2 d'un point de vue méthodologique, l'éditeur invite à ne pas négliger l'approche historique au profit de modèles interprétatifs stylisés, qui se sont souvent imposés – dans l'étude des phénomènes économiques – comme une sorte de nouvelle « théologie » (Tiran 2020b, 529) ;

3 enfin, le projet offre des réflexions intéressantes sur la difficulté de concilier la nécessité de diffuser les résultats dans les lieux de publication les plus appropriés et le besoin (tout aussi important) de défendre l'approche classique de la recherche historique.

Bibliographie

- Jaudel, Philippe and Jean Michel Servet, éd.. 2002. *Nouvelle traduction de Adam Smith : recherches sur la nature et les causes de la Richesse des Nations livre V*. Paris : Economica.
- Marshall, Alfred. 1906 [1890]. *Principes d'Économie politique*. Paris : V. Giard et E. Brière.
- Morellet, André. 1821. *Mémoires*, vol. I. Paris : De Ladvoat.
- Pisanelli, Simona. 2022a. « A new analysis of Martínez de Irujo's *Compendio de la Riqueza de las Naciones* and the role of the Marquis de Condorcet ». In *Adam Smith and The Wealth of Nations in Spain. A History of reception dissemination, adaptation and application, 1777-1840*, éd. Jesús Astigarrara et Juan Zabalza. London and New York : Routledge.
- . 2022b. « The Sympathy of Sophie de Grouchy, translator and critic of Adam Smith ». *The European Journal of the History of Economic Thought*, 29 :4, 579-599. <https://doi.org/10.1080/09672567.2022.2048676>
- Reinert, Erik S. 2008. *How Rich Countries Got Rich. and Why Poor Countries Stay Poor*, London : Constable.
- Lacocque, André and Paul Ricoeur. 1998. *Penser la Bible*. Paris : Seuil.
- Schumpeter, Joseph A. 2006 [1954]. *History of Economic Analysis*. Abingdon : Taylor and Francis e-Library.
- Tiran, André. 2020a. *Bref traité sur la richesse des royaumes (A Serra)*, précédé des 1^{er} et 2^e discours sur le change de Marc'Antonio de Santis (1605). Paris : Classiques Garnier.
- . 2020b. *Le Royaume de Naples (1580-1620). Économie, monnaie et finance à l'époque d'Antonio Serra*. Paris : Classiques Garnier.



Giovanni Muto

Théorie et pratique dans la situation économique napolitaine du début du XVII^e siècle : les textes de Marc'Antonio De Santis et Antonio Serra dans les réflexions d'André Tiran

Au cours des trois dernières décennies, l'histoire du *Mezzogiorno* à l'époque moderne, et en particulier à l'époque espagnole, a fait l'objet d'une attention extraordinaire de la part des historiens, un intérêt qui a revisité toute la représentation historiographique qui avait été longtemps écrasée à partir de la lecture d'une décadence politique et économique incontrôlable. Dès le milieu des années 1960, cette représentation avait déjà été réinterprétée de manière critique dans les recherches de Giuseppe Galasso, Rosario Villari et Luigi De Rosa ; par la suite, une nouvelle génération d'historiens a approfondi ses recherches, esquissant une image beaucoup plus compréhensible¹. Ont également contribué à ce regain d'intérêt pour le royaume napolitain de nombreux historiens espagnols, français et anglo-saxons (M. Aymard, G. Delille, B. Marin, P. Civil, L. Ribot, C. Hernando Sanchez, B. Garcia, L.M. de Frutos Sastre, E. Sanchez Garcia, J. Marino, A. Calabria, G. Guarino, D. Gentilcore, T. Astarita, H. Hills) qui, de différents points de vue, ont contribué à replacer le *Mezzogiorno* dans une perspective comparative par rapport aux grandes régions du centre-nord de l'Italie.

Dans ce contexte historiographique renouvelé, les événements de la conjoncture économique du XVI^e-XVII^e siècle ont privilégié les mouvements des acteurs économiques impliqués dans l'industrie², la finance (Muto 1980, Muto 1995, 231-59, Calabria 1991, Sabatini 2008) et la gestion des domaines féodaux (Astarita 2013, Astarita 1993, Lepre 1973, Massafra 1981, Benaiteau 1997, Visceglia 1988, Musi et Noto 2011, Dandolo et Sabatini 2009, Sodano 2012). La présence et le rôle exercé dans l'espace public par les auteurs des textes économiques qui circulaient largement à Naples au XVII^e siècle ont en revanche été

¹ Un cadre historiographique assez systématique, avec des contributions de divers chercheurs, est décrit dans Astarita 2013 et dans Sánchez García 2016.

² Pour le secteur de la laine, Marino 1988. Pour l'industrie de la soie, Ragosta 2009. Sur les perspectives ouvertes par cette recherche v. Ciccollella 2009, 231-36 ; Ciccollella 2003.

moins étudiés. Le nombre de ces auteurs de traités n'est pas inférieur à une dizaine¹, sans compter les nombreux manuscrits et documents anonymes, en particulier les *consulte*, produits par les organes directeurs du ministère napolitain de magistrats. Bien que la réflexion sur les problèmes monétaires ait commencé au cours du XVI^e siècle, ce n'est qu'au siècle suivant que, en Italie et dans d'autres pays européens, la qualité théorique de ces réflexions a acquis une densité plus consistante et aboutie, et la contribution des auteurs napolitains à ce processus apparaît d'un intérêt très important. Pourtant, la réflexion théorique sur les problèmes monétaires souffre de la concurrence des traités politiques qui, sur le marché de l'édition, semblent avoir attiré une grande partie de l'attention des lecteurs.

À la suite d'un changement radical de la scène politique qui se manifeste au début du XVI^e siècle, le royaume napolitain, tout en perdant son autonomie politique, est inséré dans la grande communauté impériale des Habsbourg d'Espagne, ce qui accentue progressivement le volume des échanges économiques, également en raison d'une phase d'expansion de son économie. L'insertion du *Mezzogiorno* dans un circuit d'échanges plus large a accéléré leur degré de monétisation, également parce qu'au sein du secteur agricole, la part de l'autoconsommation s'est réduite par rapport à celle du commerce. Ce phénomène n'est pas en contradiction avec l'augmentation de la demande intérieure due à l'accroissement démographique ; l'augmentation de la demande intérieure est en effet satisfaite par une ouverture venant des importations, tant des autres zones italiennes que des zones européennes. Tout ceci conduit à une monétisation plus prononcée des échanges sur laquelle intervient une politique fiscale de plus en plus agressive des pouvoirs publics. La légitimité du prélèvement fiscal n'était pas du tout remise en question ; le *contractualisme politique* était un trait distinctif de l'élaboration des traités napolitains à partir du milieu du XVI^e siècle, qui signalait une sorte de « pacte tacite de compagnonnage » (Palazzo 1606) entre le souverain et le peuple sur la base duquel, en échange de la défense contre les ennemis intérieurs et extérieurs, les Napolitains étaient tenus de verser au souverain les ressources économiques dont il avait besoin, tant ordinaires qu'extraordinaires. La fiscalité privilégiait largement la fiscalité indirecte par rapport à la fiscalité directe, mais la gestion des impôts par l'appareil

¹ La plus grande partie de ces textes a été éditée par Colapietra (1973).

d'État, tant pour ceux sur la production de biens que pour ceux sur la consommation, souffrait d'une forte intermédiation et d'inefficacité, favorisant ainsi la diffusion des *arrentements*, c'est-à-dire la sous-traitance à des opérateurs privés qui, en échange d'une prime, étaient en mesure d'avancer la somme prévisible garantie par l'impôt. L'État napolitain, à l'instar des autres appareils d'État italiens, de l'Espagne elle-même ou de la France, a eu de plus en plus recours à la dette publique, à l'instar à ce que firent des grandes villes, en premier lieu Naples, la capitale.



Les historiens de l'économie ont suffisamment reconstitué la conjoncture monétaire du début de l'époque moderne et les relations entre l'offre et la demande monétaire sur le marché européen des capitaux, un marché monopolisé, des années 1620 aux années 1770, par des élites étroites *de hombres de negocios* d'Allemagne, de Florence, de Gênes et du Portugal. Nombre de ces commerçants entretenaient de solides relations commerciales avec le royaume napolitain et sa capitale, qui, pour une ville ne comptant pas moins de 230.000 habitants dans la première décennie du XVII^e siècle, constituait elle-même un extraordinaire marché de consommation. Parmi les acteurs les plus actifs sur les marchés du royaume figurent les marchands génois, une communauté dotée de son propre consul qui exerce, en matière de litiges commerciaux, une juridiction concurrente de celle des magistratures napolitaines¹. Les intérêts génois visaient aussi bien le commerce des matières premières (céréales, laine et soie) que le contrôle des circuits financiers ; de ce dernier point de vue, il convient de rappeler qu'ils étaient présents sur la scène napolitaine avec leurs propres banques jusqu'à la première décennie du XVII^e siècle, lorsque le contrôle bancaire fut monopolisé par les *sept banques des monts de piété*, structures bancaires qui étaient l'expression des élites privilégiées de la capitale, aristocrates et populaires, qui géraient

¹ Le thème de la présence génoise a été abordé dans différentes études. Voir Rocío Ben Yesset Garfia 2022.

le riche patrimoine des hôpitaux, des conservatoires et des œuvres de charité. Le rôle de ces structures bancaires s'est avéré décisif dans la circulation de la monnaie napolitaine, puisqu'elles collectaient et payaient par le biais de *billets de crédit*, créant – parallèlement à la circulation de la monnaie métallique – un circuit de monnaie fiduciaire accepté par les clients des banques. Ainsi, parallèlement à l'augmentation des dépôts des épargnants, l'offre de moyens de paiement s'est élargie, ce qui a certes facilité les échanges commerciaux mais, en même temps, a déséquilibré de plus en plus le rapport entre la masse des paiements fiduciaires et les réserves de *numéraire* dont disposaient les banques. Cette situation plutôt fragile se manifeste dès la fin des années 1570 et conduisait à une raréfaction de la monnaie métallique, en particulier celle qui contenait le plus de *fin*, c'est-à-dire d'or et d'argent.

L'attention portée aux problèmes de la monnaie fut une forte préoccupation des vice-rois et du gouvernement central du royaume napolitain. Elle est documentée par de nombreuses interventions, notamment entre 1531 et 1554, ainsi que par des instructions adressées à l'Hôtel des Monnaies, un organisme très important, à la structure très complexe (maître de la Monnaie, grand maître de de l'Hôtel des Monnaies, petit maître de l'Hôtel des Monnaies, maître de l'épreuve, maître du poinçon, comprobateur, surveillant de l'épreuve, juge des différences, ouvriers, affûteurs, monnayeurs, tireur de fils). La fiabilité de ce personnel n'était pas toujours garantie et la documentation, notamment celle qui ressort des *visites générales*, effectuées en moyenne tous les trente ans par un visiteur envoyé par le souverain, témoigne d'irrégularités mineures aussi bien que très graves¹. Au moins deux procès des sommets du pouvoir en témoignent précisément, le premier contre le maître de la monnaie Luis Ram, qui fut démis de ses fonctions en 1545 pour avoir modifié l'alliage des pièces d'or et d'argent ; le second procès fut celui de Germano Ravaschieri, d'origine génoise, accusé de profits illicites. L'activité de frappe de la Monnaie napolitaine a été très intense tout au long de l'époque espagnole². À l'époque de Charles V, entre 1516

¹ À la suite de ces visites, les institutions du gouvernement vice-royal reçoivent souvent de nouveaux ordres et des instructions sur la manière d'administrer ces structures. Voir, par exemple, les « ordres spéciaux » envoyés au vice-roi : Napoli il 1° maggio 1566, cfr. A.G.S. (Archivo General de Simancas), Visitas de Italia, leg. 23, f. 234.

² Outre les textes un peu datés de L. Dell'Erba, G. Bovi, De Sopo 1971, voir ceux plus récents : Peretto 2011 ; Magliocca 2020. Dans tous ces cas, cependant, des aspects de la technique de traitement

et 1554, cinq pièces d'or différentes, treize pièces d'argent et quatre pièces de bronze ont été frappées ; sous Philippe II, dans les années 1554-1598, une seule pièce d'or, sept pièces d'argent et quatre pièces de bronze ont été frappées ; sous Philippe III, entre 1621 et 1665, neuf pièces d'or et six pièces de bronze ont été frappées¹.

Dans les quinze dernières années du XVI^e siècle, les problèmes monétaires du royaume sont évidents et la *Chambre de la Sommaria* en est pleinement consciente. Une consulte du tribunal de la chambre haute, datée du 29 janvier 1587², fait le point sur la situation monétaire napolitaine, de plus en plus grave, en résumant les mesures prises les années précédentes et celles qui auraient dû être mises en place pour éviter que la bonne monnaie ne quitte le royaume. Le document rappelle que, depuis 1581, « diverses dispositions avaient été prises avec des marchands pour introduire dans le royaume, comme ils l'ont fait, une grande quantité de monnaie d'argent espagnole, et une bonne partie de celle-ci a été fondue à l'Hôtel des monnaies et frappée en *cinquines*, demi-carlins et tari royaux de la monnaie du royaume afin qu'ils restent et soient utilisés pour le service du royaume, et le prix de l'écu d'or du royaume a été augmenté et modifié afin que l'or puisse affluer à l'Hôtel des monnaies de tous côtés ». La consulte rappelle également que des pièces provenant d'autres États italiens et de bien moins bonne qualité intrinsèque circulaient dans le royaume et que les marchands réalisaient donc un plus grand profit en exportant la monnaie napolitaine. Il est également intéressant de noter la proposition que le souverain fait d'autoriser que « la monnaie de la Sicile soit mise à égalité à celle de ce royaume, comme elle l'était auparavant, tant en poids qu'en alliage et en valeur ». Il demande également que l'art de l'orfèvre ne puisse pas « fondre les pièces d'or et d'argent » pour les utiliser pour des sculptures et autres travaux d'orfèvrerie, obtenant ainsi un prix plus élevé. Parmi les nombreuses mesures proposées (il y en a au moins dix-huit), les plus pertinentes semblent être au nombre de quatre. La première invite le Souverain à permettre la frappe de nouvelles pièces de monnaie, notamment une pièce d'or de 10 carlins et une autre d'un demi du-

et de l'approche numismatique en général sont prévalents.

¹ Je tire ces données de De Sopo 1971.

² A.S.N. (Archivio di Stato di Napoli), Sommaria Consulte, vol. 9, ff 161-68 : « *Consulta relativa de li espedienti trattati con S.E. per fare restare le monete in questo regno e per farne entrare de le altre* ».

cat ; de même poids et valeur, un ducat d'argent (qui sera appelé *philippin*) et un demi ducat également en argent. Toujours à propos de la frappe de nouvelles pièces, il suggère à nouveau la frappe de « petites pièces d'argent comme les demi-carlins et les *cinquines*, car la petite et minuscule pièce ne quitte jamais le royaume ». La deuxième mesure était de permettre « que les écus d'or des cinq frappes (ceux qui étaient acceptés comme moyen de paiement dans les foires de change internationales) qui seront de bon poids puissent être dépensés dans le royaume en leur donnant la valeur de trois cents carlins chacun ». La troisième mesure concerne la possibilité d'augmenter le prix de la livre d'argent qui, à l'époque d'Alphonse le Magnanime, au milieu du XVI^e siècle, valait 8 ducats et est passée à 10 ducats, 2 tari et 10 grains dans les années 80 du même siècle. Enfin, la Consulte suggère une série de mesures visant à augmenter directement la circulation des métaux. D'une part, il fallait obliger ceux qui venaient dans le royaume pour acheter des marchandises à ne pas payer exclusivement avec des lettres de change ; au moins la moitié du prix convenu devait être payée en espèces. De même, les personnes étrangères qui avançaient des capitaux placés sur les recettes fiscales devaient être obligées d'en payer la moitié en espèces. D'autre part, il était nécessaire de réglementer l'activité des banques des monts de piété car souvent « lorsque les particuliers vont demander leur argent, ils ont beaucoup de difficultés à le récupérer, de sorte que le commerce en souffre et que les cambistes sont obligés de demander de l'argent à change et à l'intérêt ».

Cette conjoncture économique et monétaire du royaume napolitain a fait l'objet d'une réinterprétation historiographique approfondie par André Tiran dans deux essais substantiels. Le premier est un volume contenant la traduction française de trois textes fondamentaux du début du XVII^e siècle : le *Discorso di Marc'Antonio De Santis intorno alli effetti che fa il cambio in Regno*, publié à Naples en 1605, accompagné d'un *Secondo discorso di Marc'Antonio De Santis, intorno agli effetti che fa il cambio in Regno, sopra una risposta, che è stata fatto adverso del primo*, également publié en 1605. En face des textes de De Santis se trouve l'édition du texte d'Antonio Serra *Breve trattato delle cause che possono far abbondare li regni d'oro e argento dove non sono miniere*, imprimé à Naples en 1613. Le second volume, de 549 pages plus les annexes et la bibliographie, est divisé en deux parties, chacune comportant cinq chapitres. La première partie reconstruit les vicissitudes de la situation économique de l'Empire espagnol et de son système monétaire, le régime fiscal, le développement de la dette

publique, les crises périodiques de liquidité qui ont contribué aux *decretos de suspension de pagos* dans les années 1557-60, 1575, 1596, 1606, 1627, 1647 et les *medios generales* correspondants, une sorte d'accord par lequel la couronne et ses créanciers s'accordaient sur la situation de la dette de celle-ci et reprenaient le financement du souverain. Il convient de préciser que cet accord ne concernait directement que la couronne de Castille et pas nécessairement les autres royaumes de la communauté impériale, qui ne pouvaient être que partiellement impliqués. De même, il faut souligner que des suspensions de paiement pouvaient également intervenir dans les autres royaumes – en Aragon, à Milan, à Naples, en Sicile – sans impliquer directement l'*hacienda* castillane, qui était le véritable coffre-fort des finances impériales (Ruiz Martín 2016, Ruiz Martín 1990, Muto 1986, Muto 1995). Dans ce qui suit, l'auteur consacre un large espace à l'analyse des relations entre le royaume napolitain et la communauté impériale espagnole : le rôle des vice-rois et de l'appareil institutionnel, la stratification socio-politique de la capitale, la situation financière entre les XVI^e et XVII^e siècles. Un chapitre entier est consacré au rôle joué par les Génois dans le royaume et à l'émergence d'une nouvelle élite financière liée aux opérateurs portugais. Une large place est consacrée à la structure de la fiscalité entre 1550 et 1638 : typologie des impôts, rôle du parlement, dépenses militaires, dette publique. Des pages très intéressantes sont consacrées, enfin, aux tentatives de réforme de l'appareil administratif et de la politique fiscale pendant les années de la vice-royauté du VII^e comte de Lemos (1610-1616).



La deuxième partie du volume aborde les problèmes monétaires et examine en particulier les difficultés de circulation du *numéraire* dans le royaume napolitain : les variations du pouvoir d'achat des différents types de monnaie, les falsifications et les fraudes perpétrées à l'intérieur et à l'extérieur de l'Hôtel des Monnaies, la rareté de la monnaie en circulation et le processus de thésaurisation du stock monétaire qui s'est poursuivi tout au long du XVIII^e siècle. Un chapitre entier et exhaustif est consacré au système bancaire napolitain, dont

les caractéristiques sont décrites avec précision depuis la faillite des banques de particuliers à la fin du XVI^e siècle jusqu'à l'affirmation des banques des Monts de piété – pas moins de huit reconnues par le gouvernement entre 1539 et 1640 – qui opéraient sur la place napolitaine et étaient plus connues sous le nom de *banques publiques*. André Tiran explique bien comment ils ont réussi à contrôler le marché des capitaux, d'une part en raison de la fiabilité et de la solidité garanties par leurs actifs considérables (biens immobiliers, legs testamentaires et dons de particuliers), et d'autre part grâce à leur capacité à faire accepter par l'État et leurs clients les *billets de crédit*, titres au porteur qu'ils émettaient au nom des dépôts des épargnants, comme des moyens de paiement endossables ; de telle sorte que « le fait que ces billets aient été acceptés comme moyens de paiement par l'État, fait qu'ils n'étaient donc plus tout à fait une créance, mais devenaient une monnaie de papier. Au départ, les monnaies métalliques déposées dans les banques devaient être de même montant que les billets (*fedi*) et les cédules (*polizze*) en circulation. Dans la pratique il en alla différemment » (Tiran 2020, 344). Ainsi « la masse monétaire du Royaume augmenta de plus de 50% (1580-1605) à travers l'émission et la circulation de la monnaie de papier » (Tiran 2020, 346).

L'un des mérites du volume d'André Tiran est de toujours relier la dimension territoriale napolitaine au contexte international. Un chapitre est consacré aux foires de change (Genève, Lyon, Piacenza) qui fonctionnaient comme une « chambre de compensation internationale, pour l'ensemble des mouvements d'opérations de change qui s'étaient déroulés entre tous les pays qui entretenaient des rapports commerciaux et financiers » (Tiran 2020, 355), par le mécanisme des soldes effectué au moyen de deux instruments de plus en plus sophistiqués au fil du temps ; d'une part *la lettre de change*, « un acte par lequel un banquier (preneur) qui a reçu un versement d'un client (donneur) ordonne à un autre banquier opérant sur un autre marché de payer à un bénéficiaire indiqué par le client une somme convenue » (Tiran 2020, 382-83), d'autre part le *pacte de recourse* qui fonctionne comme « une ouverture par mention écrite, d'un nouveau crédit à l'échéance de la lettre de change, afin de l'éteindre dans une autre place, à la foire d'après (sans la rédaction d'aucune autre lettre de change). Cela constituait le mécanisme principal pour la création de crédit » (Tiran 2020, 406).

Aux côtés de ce chapitre, l'auteur mène une enquête parallèle sur Naples en tant que centre financier qui, jusqu'au milieu du XVI^e siècle, était encore capable

de se connecter directement au réseau des principaux centres financiers italiens et européens. Ces relations se sont détériorées à la fin du siècle et, quelle que soit son importance, la capitale n'entretenait plus de liaisons directes avec les principaux centres financiers européens mais devait passer par Rome, Gênes ou Venise, ce qui augmentait les coûts de transaction. En raison de la dépréciation continue de la monnaie, le marché des changes à Naples se détériore, aggravé par la suspension des paiements par la couronne espagnole en 1575 et 1596. La tentative d'injecter de la nouvelle monnaie en circulation dans le royaume napolitain à travers l'opération menée par Antonio Belmosto en octobre 1594, transférant un million d'écus à refondre dans la monnaie du royaume, n'a pas eu d'effet bénéfique sur la situation financière et, jusqu'en 1622, « le cours du change sur la place de Naples connaîtra une forte "augmentation" » (Tiran 2020, 417), c'est-à-dire une dépréciation progressive et significative de la monnaie malgré les tentatives d'intervention à travers des dispositions réglementaires continues (*pragmatiques*). La pénurie de monnaie circulante est aggravée par le fait que les recettes budgétaires, constituées en grande partie d'impôts indirects, finissent par financer en grande partie les dépenses militaires; non pas tant celles destinées à la défense du royaume (châteaux, milice territoriale, escadre navale pour la défense des côtes contre les assauts turcs) que le paiement des *tercios* espagnols et italiens engagés sur les théâtres de guerre européens. Le déficit budgétaire s'est ainsi creusé et le recours à l'emprunt est devenu *de facto* obligatoire; semblablement à l'Espagne – mais aussi à de nombreux autres États italiens et européens – une dette publique aux proportions impressionnantes s'est constituée, alimentant la spéculation financière manœuvrée par un petit nombre d'opérateurs financiers. À cette masse de dettes de l'État s'ajoutait une seconde source de dettes, celle des villes et des communautés dispersées dans les douze provinces du royaume, auxquelles l'État faisait obligation de percevoir et de transmettre au pouvoir central les impôts qui pesaient sur les contribuables locaux :

le marché secondaire de la dette publique contractée par les universités (communes) est très actif notamment entre la fin du XVI^e siècle et le début du XVII^e siècle, suite à la crise agricole de la fin du XVI^e siècle, avec un intérêt d'environ 8-9%. Dans les années vingt, du XVII^e siècle, l'offre de fonds prêtables chute en raison de la politique de dévaluation du gouvernement. Par conséquent, les investisseurs les plus faibles (artisans, veuves, petits

propriétaires) se retirent du marché, ce qui crée une concentration progressive de titres entre les mains des organismes ecclésiastiques, des marchands banquiers étrangers en particulier Génois, des seigneurs féodaux (Tiran 2020, 435).

Cependant, le rôle déterminant de la pression fiscale reste confirmé, bien plus que ce qui se passait – bien que pour des raisons différentes – en Lombardie et en Sicile : « le vice-royaume de Naples se trouve pris entre une pression fiscale contradictoire et oppressive, des revenus presque totalement aliénés aux politiques impériales, des dépenses productives insignifiantes, une dette publique énorme, une circulation monétaire de papier, et une réserve métallique presque inexistante » (Tiran 2020, 455)¹.

C'est donc dans ce contexte, entre les années 1690 et la deuxième décennie du siècle suivant, qu'il faut placer la comparaison entre Marc'Antonio De Santis et Antonio Serra ; un contexte dont l'auteur explique bien les raisons, en exposant les termes en six points (Tiran 2020, 462). Il convient également de rappeler, à mon avis, qu'à la toute fin du siècle, avec la mort de Philippe II en 1598, la communauté impériale espagnole, avec la *privanza* de Francisco Gomez de Sandoval, duc de Lerma, a tenté une approche différente en termes de relations internationales envers ses concurrents traditionnels. Dès mai 1598, la paix de Vervins établit un nouveau climat avec la France et un traité de paix avec l'Angleterre suit en août 1604 ; enfin, en 1609, après de longues négociations, une trêve de douze ans est conclue avec les sept provinces unies des Pays-Bas septentrionaux. En d'autres termes, une tentative a été faite pour mettre en œuvre « una política de moderación, firmemente apoyada por el Consejo de Hacienda y, en general, por todos quello que anteponian la recuperación de la hacienda castellana a las ambiciosas exigencias defensivas de los militares o a los costosos despliegues imperialista ». Il s'agissait, en substance, de favoriser un climat de dialogue dans les relations internationales, en cherchant à réduire les engagements de guerre afin de favoriser « una restauración financiera y económica que permitiese el desarrollo de modelos presupuestarios con consignaciones fijas a plazos seguros capaces de costear sus gastos ordinarios, sistemas de crédito eficaces con intereses menos gravosos (...). En los estados

¹ Le cas milanais est très intéressant en raison de la capacité du gouvernement central à mettre en œuvre une politique de redistribution des charges fiscales entre les 9 villes et les communautés. Voir Vigo 1979. Pour la Sicile, voir Aymard 1972, 988-1021.

italianos integrados en la Monarquía se llevaron a cabo minuciosas y largas visitas, que pusieron especial énfasis en el control de la administración fiscal, y el éxito de las reformas introducidas por el Conde de Lemos en la hacienda de Nápoles se convirtió en el mejor paradigma para quienes creían en el desempeño general de la Monarquía » (García García 1996, 186-87). Naples devient ainsi une sorte de laboratoire politique de la monarchie où l'on peut expérimenter des solutions possibles pour parvenir à un équilibre dans la gestion financière. Un objectif commun à de nombreuses propositions avancées en Espagne par la littérature *arbitriste* qui, au cours de ces mêmes décennies, a enregistré une énorme production de textes, imprimés ou manuscrits, envoyés au tribunal ou à des personnes plus ou moins influentes. Sur les 910 textes recensés entre les années du règne de Charles I^{er} (ou de l'empereur Charles V) et celles de Charles II, pas moins de 397 ont été écrits entre le milieu du XVI^e siècle et 1621 (Dubet et Sabatini 2009, 867-936)¹. Cette période de réformes se déroule à Naples entre 1603 et 1616 avec le vice-roi Juan Alonso Pimentel de Herrera, comte de Benavente et, immédiatement après, de manière encore plus prononcée, avec le vice-roi Pedro Fernandez de Castro, comte de Lemos. Avec la chute du duc de Lerma à Madrid², auquel était lié Lemos, parent et associé du *privado*, la ligne politique à la cour change et le vice-roi Pedro Tellez Giron, duc d'Osuna, est l'expression de ce changement de climat.

L'analyse critique d'André Tiran tente de pénétrer les positions de De Santis et de Serra. Il considère que « leur opposition repose sur des hypothèses qui conduisent à des relations différentes entre sphère monétaire et sphère réelle, ainsi qu'à une optique de court terme, opposée à une optique de long terme » (Tiran 2020, 481). Le problème que ces deux auteurs abordent, c'est-à-dire les causes de la pénurie de monnaie dans le royaume napolitain, n'est pas résolu de manière convaincante dans leurs textes. Il manque également chez les deux auteurs – selon Tiran – une analyse du rôle de la fiscalité (Tiran 2020, 535). Rappelant les études de Gabriel Ardant, notre auteur souligne comment « la fiscalité retirait une certaine quantité de monnaie du circuit économique qui la plupart

¹ Outre les propositions des grands arbitres espagnols – Tomàs de Mercado, Luis Ortiz, Martin Gonzalez de Cellorigo, Sancho de Moncada, Pedro Gonzalez de Navarrete – il est intéressant de noter l'énorme quantité de documents et de propositions qui ont été formulés dans d'autres parties de la monarchie. Voir à cet égard le cas aragonais décrit par Sánchez Molledo (2005).

² Sur la conjoncture de ces années-là, voir Feros 2002.

du temps et en particulier lors des périodes de crise, pouvait venir à manquer. Par conséquent, le besoin de monnaie des agents économiques augmentait » (Tiran 2020, 541). Le problème de l'énorme bloc de dette publique, dont les titres enregistrent une baisse progressive du taux d'intérêt à long terme, complique le tableau des solutions possibles, ce qui ne décourage toutefois pas les investisseurs qui ne semblent pas s'orienter vers des investissements alternatifs et, en particulier, vers des processus de rationalisation de la gestion du patrimoine foncier, en augmentant sa productivité, comme cela s'est produit en Lombardie au cours du XVIII^e siècle. Le manque d'argent devait se reproduire de façon cyclique dans le royaume napolitain au cours du XVIII^e siècle et il faudra attendre la fin de l'ancien régime pour voir émerger dans la culture économique une analyse plus concrète des problèmes structurels du royaume napolitain et de la façon dont ils conditionnent l'histoire du *Mezzogiorno*.

Bibliographie

- Archivio di Stato di Napoli (A.S.N). “*Consulta relativa de li espedienti trattati con S.E. per fare restare le monete in questo regno e per farne entrare de le altre*”. Sommaria Consulte, vol. 9, 161-168.
- Archivo General de Simancas (A.G.S). *Visitas de Italia*, leg. 23, f. 234.
- Astarita, Tommaso, ed. 2013. *A Companion to Early Modern Naples*. Leiden-Boston : Brill.
- Astarita, Tommaso. 1992. *The continuity of Feudal Power. The Caracciolo di Brienza in Spanish Naples*. Cambridge (Mass.) : Cambridge U.P.
- Aymard, Maurice. 1972. “Bilancio di una lunga crisi finanziaria.” *Rivista Storica Italiana*, LXXXIV, 4 : 988-1021.
- Benaiteau, Michèle. 1997. *Vassalli e cittadini. La signoria rurale nel Regno di Napoli attraverso lo studio dei feudi dei Tocco di Montemiletto*. Bari : Edipuglia.
- Calabria, Antonio. 1991. *The cost of empire. The finances of the Kingdom of Naples in the time of Spanish rule*. Cambridge : Cambridge U.P.
- Ciccolella, Daniela. 2003. *La seta nel Regno di Napoli nel XVIII secolo*. Napoli : ESI.
- . 2009. Revue de *Napoli, città della seta. Produzione e mercato in età moderna*, par Rosalba Ragosta. *Storia economica*, 1,2009 : 231-236.
- Colapietra, Raffaele. 1973. *Problemi monetari negli scrittori napoletani del Seicento*. Roma : Accademia Nazionale dei Lincei.

- Dandolo, Francesco Carlo, et Gaetano Sabatini. 2009. *Lo Stato feudale dei Carafa di Madaloni : genesi e amministrazione di un ducato nel Regno di Napoli (secc. XV-XVIII)*. Napoli : Giannini Editore.
- De Sopo, Giuseppe. 1971. *Le monete di Napoli. L'evoluzione della tecnica monetaria e le varianti della zecca napoletana dal 1516 al 1859*. Napoli : Luigi Regina editore.
- Dubet, Anne et Gaetano Sabatini, éd.s. 2008. "Arbitristas : acción política y propuesta económica." In *La monarquía de Felipe III, La Corte* édité par José Millán Martínez et Maria Antonietta Visceglia, 867-936. Madrid : Ediciones del Laberinto, Fundacion Mapfre, CSIC.
- Feros, Antonio. 2002. *El Duque de Lerma. Realeza y privanza en la España de Felipe III*. Madrid : Marcial Pons.
- García García, Bernardo José. 1996. *La Pax Hispanica. Política exterior del Duque de Lerma*. Leuven : Leuven U.P.
- Lepre, Aurelio. 1973. *Feudi e masserie. Problemi della società meridionale nel 600 e nel 700*. Napoli : Guida.
- Magliocca, Pietro. 2020. *La moneta napoletana dei Re di Spagna nel periodo 1503-1680*. San Marino : Nomisma.
- Marino, John A. 1988. *L'economia pastorale nel regno di Napoli*. Napoli : Guida.
- Massafra, Angelo, éd. 1981 *Problemi di storia delle campagne meridionali nell'età moderna e contemporanea*. Bari : Dedalo.
- Musi, Aurelio, et Maria Anna Noto, éd.s. 2011. *Feudalità laica e feudalità ecclesiastica*, Palermo : Quaderni Mediterranea. Ricerche Storiche 19.
- Muto, Giovanni. 1980. *Le finanze pubbliche napoletane tra riforme e restaurazione. 1520-1634*. Napoli : ESI.
- . 1986. "Decretos y medios generales : La gestione delle crisi finanziarie nell'Italia spagnola." In *La repubblica internazionale del denaro*, édité par De Maddalena, Aldo et Hermann Kellenbenz, 275-332. Bologna : Il Mulino.
- . 1995. "The Spanish System : Center and Periphery." In *Economic Systems and State Finance*, édité par Richard Bonney, 231-59. Oxford : E.S.F.
- Palazzo, Giovanni Antonio. 1606 *Discorso del governo e della ragion vera di stato*. Napoli.
- Perfetto, Simonluca. 2011. *Aspetti politico-monetari all'epoca di Carlo V en el Reyno de Napoles*. Roma : Aracne.
- Ragosta, Rosalba. 2009. *Napoli città della seta. Produzione e mercato in età moderna*. Roma : Donzelli.
- Rocío Ben Yessef Garfia, Yasmina. 2022. *Los Serra entre la Republica de Génova y la Monarquía Hispánica. Servicio, redes y espacios de identidad (1576 ca. -1650 ca.)*. Madrid : C.S.I.C.
- Ruiz Martín, Felipe, ed. 2016. *La banca en España hasta 1782*. Pamplona : Urgoiti Editores.

- . 1990. *Las finanzas de la monarquía hispánica en tempo de Felipe IV*. Madrid : R.A.H.
- Sabatini, Gaetano. 2008. "From Subordination to Autonomy : Public Debt Policies and the Creation of a Self-Ruled Financial Market in the Kingdom of Naples in the Long Run (1500-1800)". In *Government Debts and Financial Markets in Europe*, édité par Fausto Piola Caselli, 97-114. London : Routledge.
- Sánchez García, Encarnación, éd. 2016. *Rinascimento meridionale. Napoli e il viceré Pedro de Toledo (1532-1553)*. Napoli : Pironti editore.
- Sánchez Molledo, José María. 2005. *Diccionario de arbitristas aragoneses de los siglos XVI y XVII*. Zaragoza : Institución Fernando el Católico.
- Sodano, Giulio. 2012. *Da baroni del regno a Grandi di Spagna. Gli Acquaviva d'Atri : vita aristocratica e ambizioni politiche-* Napoli : Guida.
- Tiran, André. 2020. *Le Royaume de Naples (1580-1620). Économie, monnaie et finance à l'époque d'Antonio Serra*. Paris : Classiques Garnier.
- Vigo, Giovanni. 1979. *Fisco e società nella Lombardia del Cinquecento*. Bologna : il Mulino.
- Visceglia, Maria Antonietta. 1988. *Territorio, feudo e potere locale : Terra d'Otranto tra medioevo ed età moderna*. Napoli : Guida.

André Tiran

Réponse

Je voudrais remercier Simona Pisanelli et Giovanni Muto pour la lecture et l'attention critique qu'ils ont apporté aux deux ouvrages à savoir la traduction française du *Bref traité* de Antonio Serra accompagnée des deux discours de Marc'Antonio De Santis et l'ouvrage plus historique sur la situation de la monnaie, de la finance et de la date dans le royaume de Naples entre la fin du XVI^e siècle, et le début du XVII^e.

Je voudrais d'abord traiter de la contribution de Simona Pisanelli sur les deux ouvrages. Celle-ci affirme son accord avec l'analyse que j'ai présentée de la question de traduction et de la nature des publications qui s'agisse d'article ou d'ouvrage. La question des traductions de concepts est particulièrement importante comme dans la traduction de la théorie des *Sentiments moraux* d'Adam Smith par De Grouchy (Smith 1798) par exemple que cite Simona Pisanelli :

Grouchy traduit l'expression *self-love* alternativement par l'expression correcte « amour de soi » et par l'expression incorrecte « amour propre », qui correspond – au contraire – à « égoïsme ». Ce qui change beaucoup de choses et introduit des confusions.



Je ne peux qu'affirmer mon complet accord avec cette partie de la réponse que Simona Pisanelli développe en détail. Notons le fait que des collègues très compétents par ailleurs sur la question, puissent considérer que la traduction de Grouchy reste malgré tout la meilleure et qu'il ne serait pas nécessaire d'en refaire une autre, répondant à des critères plus exigeants. Plus avant dans son commentaire, Simona Pisanelli, écrit à propos de la traduction du *Bref Traité* :

Dans ce cas, il ne s'agissait pas seulement de reconstruire les changements que la structure commerciale et les relations mercantiles internes et étrangères du Royaume de Naples subissaient dans les années où Serra et De Santis écrivaient, mais aussi de maîtriser le langage spécifique de l'économie de cette période historique, les catégories utilisées et les contextes scientifiques sous-jacents.

Effectivement, il ne s'agit pas seulement de difficultés techniques et les caractéristiques de la langue utilisée par Antonio Serra dans un italien du début du XVII^e siècle, mais aussi de la position et de son parti pris de se référer à un style d'argumentation, celui de la scolastique d'Aristote. Sur ce point, je me suis heurté à des difficultés, en particulier je n'ai pas pu retrouver une analyse et une explicitation de la nature des cours qu'avait pu suivre. Antonio Serra à l'université de Naples (dans la publication de son ouvrage, il se définit comme Docteur endroit). Il y a dans le choix de la terminologie utilisée par Antonio Serra la volonté de se distinguer de l'argumentation des marchands et de se positionner en quelque sorte au-dessus du langage commun du milieu du commerce. Ce qui manque encore actuellement pour avoir une compréhension plus précise de la nature de l'ouvrage c'est de connaître quelles étaient les différentes actions au sein du gouvernement du vice royaume de Naples, et de connaître les clientèles

et les couches sociales auxquelles elles se réfèrent de façon, à pouvoir expliciter ce qu'il y avait d'implicite dans l'argumentation du *Bref Traité*.

En ce qui concerne la nature de la publication, c'est-à-dire un ouvrage il s'agit d'un choix délibéré qui me paraît plus adapté à la nature du travail à réaliser. Simona Pisanelli écrit à propos des publications dans les revues que je critique par ailleurs que : « Ce sont les lieux où se déroule principalement le débat scientifique et qui permettent une circulation plus large et plus rapide des résultats de la recherche ». Sur ce point, je ne suis pas du tout sûr pour ma part que la publication dans des revues dans notre domaine disciplinaire, soit véritablement le lieu du débat scientifique véritable, dans la mesure où la publication, la politique et la vision du comité de rédaction de chaque revue est un point important et adoptant un point de vue particulier. En outre, la forme de l'article est nécessairement réductrice et dans le domaine de l'histoire des idées elle ne permet pas véritablement d'aborder, me semble-t-il, correctement l'ensemble du problème posé. Bien évidemment il est toujours possible de traiter tel ou tel point particulier, à propos d'une théorie, d'un auteur, etc. et mais ces approches restent nécessairement partielles et, d'une certaine façon, partiales. Ce qui ne retire rien à leur légitimité et à leur nécessité. En outre, dans le domaine de l'histoire des idées, il y a d'autres difficultés classiques et bien connues mais qui sont rarement prises en compte lorsqu'il s'agit d'examiner tel ou tel ouvrage, ou de revisiter, tel ou tel auteur. Dans le domaine de l'économie politique, ou de la science économique, les analyses et commentaires restent fortement marquées, par l'air du temps, les questions politiques et sociales du moment.

La difficulté tient à ce que très souvent, la distinction entre le militantisme et l'activisme pour la défense de thèmes parfaitement légitimes sont très souvent revêtus d'un vernis « scientifique ». Ainsi je ne suis pas du tout convaincu par l'argument, selon lequel Serra aurait réalisé un apport à la théorie du sous-développement ou à l'analyse de la situation des pays peu ou pas développés lorsque S. Pisanelli rappelle certaines interprétations : « En 2008, Erik S. Reinert a repris cet aspect de l'analyse d'Antonio Serra et lui a attribué le mérite de développer une théorie du développement économique inégal ». Ce qui n'est pas le cas de Schumpeter qui lui situe plus précisément l'apport de Serra comme le note S. Pisanelli : « Schumpeter décrit le *Bref traité* de Serra comme « le premier traité scientifique, bien que non systématique, sur les principes et la politique économiques ». Il aurait identifié quatre facteurs capables d'alimen-

ter l'abondance des énergies productives : les ressources naturelles, la qualité de la population, le développement de l'industrie et du commerce, et l'efficacité du gouvernement (Schumpeter 2006 [1954], 188) ».

Dans le champ fortement concurrentiel des idées, chaque courant cherche à promouvoir ses totems de référence, lesquels varient fortement au cours du temps. Fondamentalement, les grands économistes d'aujourd'hui sont ceux que la profession économique d'aujourd'hui considère comme grands. Ils commettent ainsi une triple erreur : le présentisme (seule l'évaluation actuelle compte) et l'exclusivisme (seules les opinions académiques comptent), l'anachronisme (seule la filiation théorique supposée continue compte). Par ailleurs, Simona Pisanelli relève justement que la place de l'école historique allemande et les apports de ce courant théorique sont systématiquement écartés par le courant actuellement dominant chez les économistes y compris dans le domaine de l'histoire de la pensée économique. Ce qui constitue par ailleurs une perte, puisque par exemple un auteur comme Sombart qui a réalisé un apport considérable à la théorie de l'entrepreneur, apport largement ignoré aujourd'hui en dehors d'un certain nombre de spécialistes, est systématiquement ignoré au seul profit de Schumpeter. Il faut incriminer également la biographie des auteurs puisque, en ce qui concerne Sombart, celui-ci, dans la dernière partie de sa vie, s'est fortement rapproché du nazisme.

La question des méthodes de lecture peut avoir une valeur beaucoup plus large que celle du strict secteur de l'histoire de la pensée économique. Je voudrais ici ajouter quelques réflexions à son commentaire :

Pour ne donner qu'un exemple, l'interprétation mainstream reprochait à Schmoller une attitude anti-théorique, résultant d'une approche inductive (typique des historiens) de préférence à l'approche déductive (typique des théoriciens). Il aurait suffi de lire le troisième chapitre du premier livre des *Principes d'économie politique* d'Alfred Marshall pour comprendre que la critique de Schmoller ne peut être partagée. Sur le plan épistémologique, Schmoller précise que « observation et description, définition et classification » (en un mot, la déduction) « sont les travaux préparatoires ».

La grandeur des spécialistes des sciences sociales se manifeste par leur « longévité », c'est-à-dire par leur capacité à être pertinents à long terme. Cela a été le cas, en économie, pour Adam Smith, Say, Ricardo, Marx, et probablement Walras et Keynes et encore Polanyi et dans d'autres sciences sociales on peut

évoquer Rousseau, Machiavel. Pourquoi de tels penseurs sont-ils pertinents ? Parce que leur façon de penser, le système qu'ils ont conçu a un pouvoir explicatif compte tenu des circonstances auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui. Nous cherchons dans leurs écrits des explications, des pistes de réflexions sur nos maux actuels. Quel lecteur ayant lu ne serait-ce qu'un seul chapitre de la "République" de Platon ou de la "Politique" d'Aristote n'a pas été frappé par leur extraordinaire pertinence. Toutefois il y a une difficulté avec un auteur comme Marx, c'est que l'on devrait faire l'effort de le lire comme on lit Aristote et pas comme un prophète. Et la difficulté pour Serra et les auteurs de l'école historique allemande cités par Simona Pisanelli c'est souvent l'absence de traduction.

Le constat que l'on pouvait faire il y a 30 ans, et que l'on peut toujours faire aujourd'hui, est celui d'une focalisation presque exclusive sur les auteurs anglo-saxons, ou pour la France les auteurs consacrés Walras, Quesnay. Donc encore une fois la question du corpus. Cette focalisation est contre-productive, non scientifique, et relève exclusivement des processus politiques et dans le moment présent de la domination anglo-saxonne. Mais il y a une autre source de cette focalisation qui est rarement notée. C'est le fait que la plupart de ceux qui se sont fortement investis sur Smith, Ricardo et Malthus sont d'anciens marxistes ou fortement influencés par Marx. Ajoutons qu'il y a un fil de continuité très souvent dans les commentaires de Smith à Hayek et en particulier de Ricardo à Hayek. Il y a le fait de consacrer l'économie comme science ; consécration dans laquelle Marx a aussi une responsabilité ; même si chez lui c'est toujours beaucoup plus complexe.

L'avantage de la question monétaire et des études que l'on mène dans ce champ, c'est en quelque sorte, qu'elles vous prémunissent, presque par nature, de cette dérivation positiviste ricardienne. Ma maîtrise de la langue italienne m'avait permis de voir que du XVI^e au XVIII^e siècle les écrits monétaires des Italiens étaient très supérieurs à ce que l'on trouvait ailleurs en Europe à la même époque ; ce que Schumpeter (encore lui), relève dans son histoire de l'analyse économique. La question était donc de savoir pourquoi ces écrits n'étaient pas pris en compte et pourquoi l'on continuait à publier des histoires de la pensée économique, voire des histoires des théories monétaires (encore aujourd'hui) en occultant totalement ces auteurs : c'est-à-dire Davanzati, Galiani, Verri, Carli, Serra. La raison était extrêmement simple : entre autres qu'il n'y avait pas

de traduction, ni en français, ni en anglais à cette époque de leurs ouvrages. Mais cela ne suffit pas, il y a aussi la représentation que se font les chercheurs du champ de leur discipline. Or ce champ est idéologiquement conditionné et de diverses façons, il l'est sur le plan de notre vie dans la société et dans notre vie académique. À juste titre Simona Pisanelli note que «Cependant, ce n'est pas tant la perspective d'un « gain » de temps qui incite le chercheur à choisir l'un plutôt que l'autre, que le fait que – surtout pour certaines disciplines – les critères d'évaluation scientifique actuels imposent une préférence pour la publication d'articles dans des revues, éventuellement incluses dans la tranche supérieure du journal ranking ».

La question de la traduction, au sens courant du terme, est fondamentale. Le défaut d'attention aux problèmes de traduction (et donc à l'importance de la langue et de l'écriture) est la règle plutôt que l'exception chez les chercheurs. Soulignons l'absence très fréquente, dans les bibliographies rédigées par les auteurs d'ouvrages de sciences sociales, d'économie, d'histoire et de philosophie, de la mention du nom des traducteurs. Dans le domaine de l'histoire des idées il est plus important, du point de vue scientifique, de mettre à la disposition du lecteur la traduction du texte original que de produire un commentaire dans un article. Faute de quoi le travail d'analyse est fortement entaché de faiblesses. Ainsi les commentateurs anglo-saxons utilisent pour commenter Jean-Baptiste Say la quatrième édition de son *Traité*, la seule traduite en anglais. Or il existe aujourd'hui une édition variorum du *Traité* qui porte sur les six éditions réalisées par Say qui aboutissent à doubler le nombre de pages et à des changements majeurs dans son analyse (Say 2006). Dès lors on peut dire que le travail de ces chercheurs ne répond pas aux critères élémentaires du travail scientifique et pourtant dans le contexte actuel ils font référence. Je ne peux qu'approuver S. Pisanelli lorsqu'elle écrit que : « Joseph Alois Schumpeter, qui, dans son Histoire de l'analyse économique, a fait preuve d'une remarquable capacité à traiter de thèmes et d'orientations scientifiques de différentes époques et d'auteurs qui n'écrivaient ni en anglais ni en allemand (sa langue maternelle), avait une forte conscience de cette question. Il a déploré que les théories de grands auteurs tels que Gustav von Schmoller (père de la jeune École historique allemande) et Arthur Spiethoff (grand théoricien du cycle économique) aient été victimes de jugements superficiels et hâtifs du fait que les ouvrages dans lesquels elles étaient exposées n'avaient pas été traduits en anglais ». Car historiciser la pen-

sée du passé, redécouvrir ses liens avec des controverses religieuses, ou autres, et des débats d'aujourd'hui oubliés par la communauté, c'est faire l'histoire telle qu'elle doit être faite ; ce n'est pas une innovation méthodologique.

Toutefois la question de la contextualisation mériterait une autre discussion. Se concentrer exclusivement sur les discours, en réduisant le contexte à sa dimension textuelle, constitue une régression méthodologique. La « contextualisation », souvent présentée comme une « méthode », offre en réalité de multiples formes, en fonction des sujets abordés, des époques historiques, mais aussi de ce que l'on cherche à démontrer. Actuellement il y a une tendance à considérer cette contextualisation exclusivement sous l'angle culturel et des institutions politiques en éliminant toute la dimension matérielle du contexte.

Je ne peux que suivre Simona Pisanelli lorsqu'elle indique que « La barrière de la langue peut-elle justifier le manque d'intérêt des économistes pour l'École historique allemande ? Ou n'est-elle pas, peut-être, utilisée comme une excuse pour ne pas tenir compte d'une orientation scientifique opposée au mainstream ? ». L'une des fonctions essentielles de la traduction est de confronter différentes manières de voir lorsqu'il s'agit de textes de sciences humaines, ancrés dans une culture spécifique. Un autre point important à souligner réside dans le fait qu'il n'y a pas de traduction en général mais qu'il y a toujours la traduction d'un texte particulier publié à une date précise, dans un contexte précis et qui vise un lectorat particulier.

Sans cet effort de mise en situation le travail de traduction ne peut qu'être fautif, outre le fait que ce travail de traduction exige de la part du traducteur ou des traducteurs une maîtrise de la dimension technique et théorique du texte. Ainsi les ouvrages de théorie monétaire des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècle ne sont pas accessibles même à un bon spécialiste de la théorie moderne, pour celui qui ne maîtrise pas précisément le type de problématique des auteurs de ces différentes époques. Le problème n'est également pas seulement celui des concepts et des mots utilisés, de leur traduction mais de la façon dont l'argumentation est conduite ainsi que de la cohérence et des modalités d'exposition propre à chaque langue (Poncharal 2007, 99-106). Ainsi l'adjectif « libéral » a un sens profondément différent d'une culture à une autre mais également d'un locuteur à un autre et il exige, chaque fois qu'on l'utilise dans une conversation d'en donner la définition. Par ailleurs on ne peut pas s'exprimer de manière aussi précise dans une seconde langue, même si on se considère comme pratiquement bilingue,

que dans sa langue natale. Et de ce point de vue la volonté d'utiliser l'anglais, la langue de l'autre en particulier dans le domaine des sciences humaines et sociales, ne répond qu'à un seul objectif celui d'être publié dans les revues les plus reconnues au niveau international. Ce qui conduit inéluctablement à un appauvrissement, un affaiblissement dans l'expression de la pensée et en quelque sorte à une espèce d'émasculatation imposée par la domination de la langue à usage dominant. Utiliser exclusivement l'anglais fait adopter non seulement les concepts mais aussi les modèles qui ont été façonnés par les chercheurs appartenant à la communauté scientifique dominante, qui souvent se confond avec la communauté linguistique dominante. C'est la raison pour laquelle les publications en ligne qui permettent aujourd'hui de publier des textes bilingues représentent le moyen de contrer et de conserver la langue native du locuteur. Mais aussi de conserver la langue de l'original avec toutes ses caractéristiques.



3.1. Sur la réponse de Giovanni Muto

Giovanni Muto, grand historien des questions fiscales, monétaires et financière du Royaume de Naples, dans sa lecture des deux ouvrages en discussion présent une synthèse nécessaire des apports des dernières publications en histoire économique et financière en ce qui concerne le royaume de Naples entre fin XVI^e et début XVII^e siècle. Le lecteur intéressé trouvera dans cette première partie tous les éléments nécessaires à une mise à jour informée de cette période dans laquelle il introduit des références qui pour partie ne figuraient pas dans le volume que j'ai publié sur le Royaume de Naples. La question de la situation économique du royaume de Naples, de ce qui est devenu ensuite le problème du Mezzogiorno mérite d'être revisitée en particulier en sortant de la problématique liée à la question de l'unité nationale à partir de 1861. Il me semble que si on veut affronter la véritable cause de la situation économique, politique et

sociale du sud de l'Italie il faut remonter au XVI^e au XVII^e siècle. En particulier en reprenant pour partie l'analyse de Benedetto Croce, qui écrit :

En Angleterre, les barons adoptèrent bientôt les objectifs généraux et défendirent les intérêts de toute leur classe, puis de tout le peuple (...) de sorte que, malgré les différences de races et le contraste entre le conquérant et le conquis, une nation anglaise se forma dès cette époque. Dans la monarchie normand-souabe, il n'en est pas de même : un peuple, une nation ne sont pas nés ; (...) l'Italie méridionale nous est montrée, dans les histoires, les chroniques, les documents, pendant des siècles, comme un pays en proie aux usurpations et à l'arrogance des barons, pauvre, avec une agriculture primitive, avec très peu de richesses mobilières, avec une servilité répandue et une férocité conjointe (Croce 1972, 12-26).

Si cette analyse aujourd'hui reste en partie fondée c'est en particulier parce qu'elle met l'accent sur ce qui a bloqué tout le développement des communes ; base nécessaire du développement de la classe des artisans et des entrepreneurs. Il me semble que l'historiographie fait trop souvent l'impasse (ou minimise) le fait que les nécessités de financement de la dette de la monarchie espagnole on conduit précisément à renforcer tous les baronnages du sud de l'Italie et bloqué tout développement d'une classe bourgeoise, d'une classe moyenne c'est-à-dire vivant de son activité en dehors de la paysannerie. De sorte qu'il était plus simple et plus profitable de placer son argent dans les titres de la dette espagnole que de se lancer dans des investissements productifs. En ce qui concerne la question monétaire, Giovanni Muto écrit :

L'insertion du Mezzogiorno dans un circuit d'échanges plus large a accéléré leur degré de monétisation, également parce qu'au sein du secteur agricole, la part de l'autoconsommation s'est réduite par rapport à celle du commerce. Ce phénomène n'est pas en contradiction avec l'augmentation de la demande intérieure due à l'accroissement démographique ; l'augmentation de la demande intérieure est en effet satisfaite par une ouverture venant des importations, tant des autres zones italiennes que des zones européennes. Tout ceci conduit à une monétisation plus prononcée des échanges sur laquelle intervient une politique fiscale de plus en plus agressive des pouvoirs publics.

Cette description est parfaitement éclairante mais par rapport à la problématique que nous avons soulevé dans l'ouvrage, c'est-à-dire celle des plaintes continuelles sur le manque de monnaie laisse toutefois dans l'ombre, le fait que

nous ne disposons pas d'un ouvrage décrivant d'une façon systématique, le système monétaire du royaume de Naples. Dans l'optique d'un économiste il est nécessaire de disposer tout ce qui concerne les émissions des pièces métalliques en or, et en argent, ce qui a été relativement bien documenté et auquel G. Muto se réfère, mais il nous manque tout l'immense continent de la paysannerie où les paiements se font avec de la monnaie de cuivre, voir sans transmission de monnaie manuelle, mais uniquement avec utilisation de la monnaie comme unité de compte. L'autre question est : comment s'organisent les opérations de crédit, comment le flux et le reflux des récoltes organise-t-il les mouvements monétaires, et enfin quelles sont les relations existantes entre les différentes sphères.

Il n'y a évidemment pas d'homogénéité monétaire dans l'ensemble du royaume de Naples, nous voudrions faire l'hypothèse qu'il y a plutôt des sphères parallèles fragmentées, et qui ne communiquent que partiellement entre-elles. Il nous manque ici une idée de l'articulation entre le fonctionnement des paiements dans les universités, les communes et le fonctionnement des paiements dans les villes, dans les lieux liés aux exportations, les grands entrepôts de stockage, les douanes et enfin la sphère très particulière des transactions internationales purement monétaires qui s'articule avec les foires de change de Piacenza.

Au terme de cette étude il reste beaucoup de questions qui n'ont pas reçu de réponse. Ainsi Giovanni Muto note à juste titre que le *Bref Traité* d'A. Serra s'inscrit dans un ensemble de publications :

Naples devient ainsi une sorte de laboratoire politique de la monarchie où l'on peut expérimenter des solutions possibles pour parvenir à un équilibre dans la gestion financière. Un objectif commun à de nombreuses propositions avancées en Espagne par la littérature arbitriste qui, au cours de ces mêmes décennies, a enregistré une énorme production de textes, imprimés ou manuscrits, envoyés au tribunal ou à des personnes plus ou moins influentes. Sur les 910 textes recensés entre les années du règne de Charles I^{er} (ou de l'empereur Charles V) et celles de Charles II, pas moins de 397 ont été écrits entre le milieu du XVI^e siècle et 1621.

Ainsi il y a encore un travail à faire qui serait celui de resituer le *Bref Traité* dans l'ensemble de la littérature des arbitristes car comme le note Giovanni Muto :

La présence et le rôle exercé dans l'espace public par les auteurs des textes économiques

qui circulaient largement à Naples au XVII^e siècle ont en revanche été moins étudiés. Le nombre de ces auteurs de traités n'est pas inférieur à une dizaine, sans compter les nombreux manuscrits et documents anonymes, en particulier les « consulte », produits par les organes directeurs du ministère napolitain de magistrats.



Si nous reprenons nos deux auteurs pour De Santis la cause de la pénurie de monnaies réside essentiellement dans deux facteurs la spéculation sur le taux de change entre le royaume de Naples et les pays étrangers d'une part et d'autre part le flux de capitaux correspondants au paiement des intérêts sur les rentes et aux profits que détiennent les étrangers et qu'ils envoient dans leur pays ou dans d'autres pays pour obtenir une meilleure rentabilité. D'un autre côté Antonio Serra met lui au premier plan les facteurs structurels de la balance commerciale en notant la faiblesse de la production des manufactures dans le royaume de Naples, un excédent commercial faible, le flux de capitaux liés à l'exportation par les étrangers des intérêts sur les rentes et les profits sur les manufactures qu'ils détiennent dans le royaume de Naples.

Très justement Giovanni Muto note que cette question de la pénurie de monnaie n'est pas nouvelle et qu'elle a fait l'objet de :

Une consulte du tribunal de la chambre haute, datée du 29 janvier 1587, fait le point sur la situation monétaire napolitaine, de plus en plus grave, en résumant les mesures prises les années précédentes et celles qui auraient dû être mises en place pour éviter que la bonne monnaie ne quitte le royaume. Le document rappelle que, depuis 1581, 'diverses dispositions avaient été prises avec des marchands pour introduire dans le royaume, comme ils l'ont fait, une grande quantité de monnaie d'argent espagnole, et une bonne partie de celle-ci a été fondue à l'Hôtel des monnaies et frappée en cinquines, demi-carlins et tari royaux de la monnaie du royaume afin qu'ils restent et soient utilisés pour le service du royaume, et le prix de l'écu d'or du royaume a été augmenté et modifié afin que l'or puisse affluer à l'Hôtel des monnaies de tous côtés'. La consulte rappelle également que des pièces provenant d'autres États italiens et de bien moins bonne qualité

intrinsèque circulaient dans le royaume et que les marchands réalisaient donc un plus grand profit en exportant la monnaie napolitaine.

Luigi De Rosa a démontré qu'il y avait une forte corrélation entre la situation de la balance des paiements du royaume de Naples et la variation du taux change de la monnaie napolitaine (De Rosa 1955). Dans le cas du royaume de Naples, cela est souligné par tous les historiens, celui-ci constitue avec le royaume de Castille la ressource fondamentale du point de vue financier pour la Monarchie Espagnole (Guery 1984, 1241-1296). Mais parmi les flux de capitaux à court terme et à long terme il n'y a pas seulement les intérêts sur les rentes et les profits sur les manufactures détenues par les étrangers, il y a les envois de fonds effectués par le vice Royaume de Naples en direction de la monarchie espagnole en fonction de ses indications, c'est-à-dire à Gênes ou bien dans le duché de Milan, dans les Flandres, en fonction des besoins de paiement des troupes, des fournitures militaires, et des échéances sur la dette publique de la monarchie espagnole. La question de la fiscalité est totalement absente aussi bien des deux discours de Marc'Antonio De Santis que d'Antonio Serra, ou ne l'est que d'une façon très indirecte à travers la question du paiement de la dette publique, de ses intérêts, garantie par l'affermage des taxes. C'est donc la question de la fiscalité, cruciale et fondamentale dans cette période, qu'il nous faut traiter pour répondre à la question de la pénurie monétaire (Santiano 2010). Sans en faire un facteur exclusif, la fiscalité tient néanmoins une place fondamentale pour comprendre et expliquer cette situation de pénurie monétaire. G. Muto note que :

La légitimité du prélèvement fiscal n'était pas du tout remise en question ; le "contractualisme politique" était un trait distinctif de l'élaboration des traités napolitains à partir du milieu du XVI^e siècle, qui signalait une sorte de "pacte tacite de compagnonnage" entre le souverain et le peuple sur la base duquel, en échange de la défense contre les ennemis intérieurs et extérieurs, les Napolitains étaient tenus de verser au souverain les ressources économiques dont il avait besoin, tant ordinaires qu'extraordinaires.

Pour aller plus loin sur cette question, il nous manque bien sûr la confrontation entre les décisions du conseil d'Italie à Madrid, de la monarchie espagnole avec la connaissance des directives adressées par la monarchie au Vice-roi du Royaume de Naples, pour pouvoir mieux comprendre l'articulation entre la politique et les besoins financiers. G. Muto note que

Les historiens de l'économie ont suffisamment reconstitué la conjoncture monétaire du début de l'époque moderne et les relations entre l'offre et la demande monétaire sur le marché européen des capitaux, un marché monopolisé, des années 1620 aux années 1770, par des élites étroites d'hommes de *negocios* d'Allemagne, de Florence, de Gênes et du Portugal.

Ce qui est tout à fait exact si l'on considère les mouvements financiers à l'échelle de l'Europe, et les frappes monétaires du Royaume de Naples. Toutefois nous ne disposons pas d'une synthèse complète des mouvements financiers entre Madrid et Naples.

Il semble aussi que l'analyse culturelle qui est dominante aujourd'hui fasse l'impasse sur toutes les questions économiques financières et monétaires¹. Sans doute en va-t-il dans le domaine de l'histoire comme dans celui de l'économie des effets de la mode et de certains cycles. Ainsi en France Fernand Braudel est quasiment totalement oublié et a totalement disparu de toutes les références sans avoir été remplacé par un travail équivalent. Il faudra sans doute revenir à une histoire plus ample mobilisant à la fois les dimensions culturelles, politiques, économiques et sociales pour se faire une image plus exacte des causes de la situation du sud de l'Italie et donc à partir de là sur les possibilités d'y remédier.

Les causes du problème méridional sont à chercher dans les nombreux événements politiques et socio-économiques par lesquels le Mezzogiorno est passé au cours des siècles : dans l'absence d'une période communautaire, suscitant des énergies spirituelles et productives; dans la persistance de monarchies étrangères incapables de créer un développement économique. Un des enseignements du travail que j'ai pu effectuer sur la base des travaux considérables des historiens italiens sur le XVI^e et du XVII^e siècle c'est le fait que dans le domaine bancaire la grande modernité de ce qui a été créé avec les banques publiques à Naples ne s'est pourtant pas traduite par un développement économique et par un investissement dans l'activité productive.

L'analyse d'Antonio Serra sur les problèmes structurels économiques et institutionnels du Royaume de Naples, dont les pénuries monétaires et le taux de

¹ Voir au moins : Pizzorno 1967, 237-253; Lanzetti, Mauri 1983; Bottazzi, Cerase 1992; Gribaudo 1993, 9-42; Alcaro, 1999; Zin 2001; Martinelli, Chiesi 2002; Lo Verso 2005.

change n'étaient que les symptômes, est fondamentale, ce qui a constitué une avancée théorique majeure.

Cela n'infirme pas totalement le bien-fondé de la prétention de De Santis à voir l'origine des problèmes économiques du Royaume de Naples dans les questions monétaires, en particulier la spéculation, à condition de n'en faire qu'une des causes parmi d'autres. Parmi les flux de capitaux à court terme et à long terme il y a aussi les envois de fonds effectués par le vice-royaume de Naples en direction de la Monarchie espagnole, c'est-à-dire à Gênes, ou bien dans le duché de Milan, ou bien dans les Flandres en fonction des besoins de paiement des troupes, des fournitures militaires, et des échéances sur la dette publique de la Monarchie espagnole. La question de la fiscalité est absente tant des deux Discours de Marc'Antonio De Santis, que du *Traité* d'Antonio Serra, ou ne l'est que d'une façon très indirecte à travers la question du paiement de la dette publique, de ses intérêts, garanti par l'affermage des taxes. Il est vrai qu'il s'agissait là d'une matière politique très sensible et presque tabou. Cette question de la fiscalité est cruciale dans cette période pour répondre à la question de la pénurie monétaire. G. Muto note justement que : « Le manque d'argent devait se reproduire de façon cyclique dans le royaume napolitain au cours du XVIII^e siècle et il faudra attendre la fin de l'ancien régime pour voir émerger dans la culture économique une analyse plus concrète des problèmes structurels du royaume napolitain et de la façon dont ils conditionnent l'histoire du Mezzogiorno ».

Marc'Antonio de Santis a proposé des solutions pour mettre un terme rapidement à la fuite de la monnaie du royaume de Naples. Il devait nécessairement échouer car les raisons fondamentales de cette fuite nécessitaient des réformes structurelles. Antonio Serra a proposé des réformes de structure qui ne pouvaient apporter de solution immédiate au problème posé au Vice-roi et il a également échoué à répondre aux problèmes de court terme. Le problème principal et qui n'est évidemment pas évoqué, par ces auteurs, est celui de l'indépendance du royaume de Naples à l'égard de la Monarchie de Madrid. La politique de la Monarchie de Madrid à l'égard du royaume de Naples était parfaitement cohérente avec sa politique de puissance. Son objectif n'était pas le développement équilibré de ses différentes possessions territoriales. De ce point de vue, la discontinuité territoriale de l'Empire espagnol a joué un rôle négatif fondamental par rapport à ce qu'a été la dynamique de pays comme l'Angleterre, la France

dans le développement de l'État-nation au XVIII^e siècle. Dans le cadre de l'Empire espagnol il ne pouvait pas y avoir de développement de l'État-nation et de la construction d'un État au service de chaque territoire. À juste titre, Giovanni Muto rappelle que : « Il convient également de rappeler, à mon avis, qu'à la toute fin du siècle, avec la mort de Philippe II en 1598, la communauté impériale espagnole, avec la privanza de Francisco Gomez de Sandoval, duc de Lerma, a tenté une approche différente en termes de relations internationales envers ses concurrents traditionnels ». « Naples devient ainsi une sorte de laboratoire politique de la monarchie où l'on peut expérimenter des solutions possibles pour parvenir à un équilibre dans la gestion financière. Un objectif commun à de nombreuses propositions avancées en Espagne par la littérature arbitriste qui, au cours de ces mêmes décennies, a enregistré une énorme production de textes, imprimés ou manuscrits, envoyés au tribunal ou à des personnes plus ou moins influentes ».

De ce fait, tous les débats et les discussions autour des rapports entre Madrid et le royaume de Naples sont très affaiblis dès lors qu'ils occultent cet élément fondamental. Le développement de la dette publique au service de la politique de puissance de l'Empire espagnol a été déterminant dans le développement d'une logique de rentiers, de privilèges féodaux.

De ce point de vue, la logique de la rente mériterait une étude spécifique pour essayer d'analyser dans quelle mesure elle a entraîné l'impossibilité de développer une classe moyenne entrepreneuriale et eu un impact sur le développement économique du royaume de Naples. L'expérience que faisait la monarchie espagnole avec les Pays-Bas, qui possédaient une classe entrepreneuriale et commerçante, n'incitait absolument pas à ce que type de développement soit permis ou facilité dans le royaume de Naples.

Cette logique fiscale et rentière n'était certes pas un objectif voulu délibérément par la Monarchie de Madrid mais le sous-produit finalement très utile à sa politique : celui d'empêcher le développement d'une classe bourgeoise entrepreneuriale pouvant revendiquer l'autonomie ou l'indépendance du royaume de Naples. Par rapport à cette question stratégique fondamentale finalement tout le reste est très secondaire. Giovanni Muto précise dans son commentaire que « La pénurie de monnaie circulante est aggravée par le fait que les recettes budgétaires, constituées en grande partie d'impôts indirects, finissent par financer en grande partie les dépenses militaires ; non pas tant celles destinées

à la défense du royaume (châteaux, milice territoriale, escadre navale pour la défense des côtes contre les assauts turcs) que le paiement des tercios espagnols et italiens engagés sur les théâtres de guerre européens ». Ce qui est sans doute l'élément essentiel de compréhension de la situation de pénurie monétaire dans laquelle se trouve le royaume de Naples. Cela laisse toutefois ouvert le problème de savoir ce que l'on met derrière le problème de pénurie monétaire. S'agit-il de la monnaie de transaction essentiellement des pièces d'or et d'argent ou d'un frein à l'activité économique pour les besoins de transactions internes ? Quelle est la structure de la demande de monnaie dans le système monétaire du royaume de Naples, c'est ce qu'il reste encore à spécifier.

Pour pallier la pénurie de monnaie, il pouvait exister plusieurs solutions¹ :

1 La société pouvait résoudre le problème de l'augmentation à long terme de la demande d'argent, en développant de nouvelles techniques de crédit et/ou en recourant à de nouvelles formes d'instruments de paiement. C'est d'ailleurs ce que fera le Royaume de Naples, avant tous les autres, en développant au travers des banques publiques, les billets de crédit d'un usage généralisé dans les villes pour les transactions dépassant les dépenses quotidiennes.

2 Il aurait pu y avoir un nouvel équilibre à travers une baisse du niveau général des prix. La société pouvait faire face au problème de la croissance des dépenses publiques et des déficits par une augmentation de la fiscalité ou une réduction des dépenses.

3 Les groupes sociaux pour accroître leurs revenus pouvaient chercher à atteindre leur objectif en imposant une réduction des salaires, ce qu'ils firent très souvent.

4 Un nouvel équilibre de la balance des paiements pouvait être réalisé au moyen de politiques d'austérité et/ou de restrictions sur les importations et/ou d'un développement d'un secteur d'exportation.

5 Devant la mauvaise gestion de l'Hôtel des Monnaies et l'usure du stock existant de pièces en circulation, aggravées par la pratique de la rognure, l'État pouvait prendre le contrôle direct des hôtels des monnaies et réaliser lui-même la tâche consistant à retirer périodiquement les pièces usées et rognées.

7 Les fluctuations du taux de change entre l'or et l'argent, pouvaient aboutir à un nouvel équilibre en permettant aux forces du marché d'établir des taux de

¹ Nous avons suivi pour la conclusion l'analyse de Cipolla 1963, 414-422.

change entre les pièces d'or et d'argent appropriés à la nouvelle situation, ou en augmentant le titre d'une monnaie plutôt que de réduire celle de l'autre.

La dévaluation de la monnaie n'était qu'une des solutions possibles mais valable pour tous les problèmes cités. C'est aussi la solution qui, en général, rencontrera le moins de résistance, sauf à Naples à cause de la pression des créanciers de la dette publique, elle agit de la manière la plus indirecte et elle est donc moins visible. En regardant les choses de ce point de vue, il est clair que l'ampleur des difficultés monétaires à cette époque dépendait de la gravité des crises particulières qui pouvaient survenir, mais aussi des conditions particulières de chaque pays et de sa politique. Les structures sociales et les rapports de force politiques qui prévalaient dans une société donnée encourageaient à choisir la solution la plus conforme aux intérêts dominants parmi les différentes alternatives possibles.

Soulignons enfin que le système bancaire du Royaume de Naples a été d'une modernité et d'une efficacité très supérieure à ce que l'on trouve au même moment en Europe mais sans que cela se traduise par un développement de l'activité économique, ce système très élaboré est finalement resté au service du développement de la dette publique et d'une sphère marchande réduite aux grosses villes et à la capitale Naples. La question du politique, de son action apparaît finalement comme centrale si on veut comprendre ce qui s'est passé et ce qui continue de se passer aujourd'hui ; dans nos pays.



Bibliographie

- Alcaro, F. 1999. *Sull'identità meridionale. Forme di una cultura mediterranea*. Torino : Bollati Boringhieri.
- Bottazzi, G., Cerase F.P. éd. 1992. *Dopo il familismo cosa ? Tesi a confronto sulla questione meridionale negli anni '90*. Milano : FrancoAngeli.

- Cipolla, Carlo M. 1963. "Currency Depreciation In Medieval Europe", *The Economic History Review New Series* XV/3 414-422.
- Croce, B. 1972. *Storia del Regno di Napoli*. Bari : Laterza.
- De Rosa, L. 1955. *I cambi esteri del Regno di Napoli dal 1591 al 1707*. Napoli : Banco di Napoli.
- Gribaudi, G. 1993. "Famalismo e famiglia a Napoli e nel Mezzogiorno". *Meridiana*, 17, 9-42.
- Guery, A. 1984. "Le roi dépensier. Le don, la contrainte et l'origine du système financier de la monarchie française d'Ancien Régime". *Annales. Economies, sociétés, civilisations*, 39/6, 1241-1269.
- Lanzetti, C., Mauri L. éd. 1983. *Famiglia e religione : aspetti di una transizione difficile. Ricerca sociologica su un'area italo-meridionale*. Milano : Vita e pensiero.
- Lo Verso, G. éd. 2005. *La Mafia dentro. Psicologia e psicopatologia di un fondamentalismo*. Milano : FrancoAngeli.
- Martinelli, A., Chiesi, A.M. 2002. *La società italiana*. Roma-Bari : Laterza.
- Nutile, E. 2001. *Analisi psicologica del Mezzogiorno. Come combattere efficacemente le peculiarità psicologiche delle popolazioni*. Soveria Mannelli : Rubettino.
- Passet, O. 2022. Plus de marché et plus d'Etat : à qui profite ce paradoxe? [7 décembre 2022] https://www.xerficanal.com/economie/emission/0livier-Passet-Plus-d-e-marche-et-plus-d-Etat-a-qui-profite-ce-paradoxe-_3751224.html.
- Pizzorno, A. 1967. "Famalismo amorale e marginalità storica, ovvero perché non c'è niente da fare a Montegrano". *Quaderni di sociologia* 17 (1967) : 237-253
- Poncharal, B. "Le 'social science translation project' et la traduction des sciences humaines". *Hermès. La Revue* 49, 99-106.
- Santiano, B. 2010. *La monnaie, le Prince et le Marchand, une analyse économique des phénomènes monétaires au moyen âge*. Paris : Classiques Garnier.
- Say, J.-B. 2006. *Traité d'économie politique : ou Simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se consomment les richesses*, in *Œuvres complètes*, vol. I, édité par André Tiran (coordonnateur), Emmanuel Blanc, Jean-Pierre Potier, Pierre-Henri Goutte, Claude Mouchot, Gilles Jacoud, Philippe Steiner. Paris : Economica.
- Smith, A. 1798. *Théorie des sentiments moraux, ou essai analytique sur les Principes des Jugemens que portent naturellement les Hommes, d'abord sur les Actions des autres, et ensuite sur leurs propres actions. Suivi d'une Dissertation sur l'Origine des Langues. Traduit de l'Anglais, sur la septième et dernière Édition, par S. Grouchy Ve. Condorcet. Elle y a joint huit Lettres sur la Sympathie*. Paris : Buisson.
- Zin, D.L. 2001. *La raccomandazione. Clientelismo vecchio e nuovo*. Roma : Donzelli.



Carlo Coppola (?), La gran corte della Vicaria e la colonna infame (Museo Nazionale di San Martino, Napoli – Wikimedia Commons, <https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Tribunaledellavicaria.jpg>).